5e Année, N° 82 - 15 Juin 1929 Prix : 2 francs

la Révolution prolétarienne

Revue bi-mensuelle Syndicaliste Communiste

SOMMAIRE :

LE CARNET DU SAUVAGE : Le Labour Party revient au pouvoir. — La grève des facteurs parisiens. — La Journée rouge **(Pierre Monatte)**.

Les petits fonctionnaires passent à l'action

DEUX BEAUX MOUVEMENTS DES FACTEURS PARISIENS

par **R. MOUSEAU**

LE PREMIER MAI SANGLANT DE BERLIN

Une lettre de Paul Frœhlich

A TRAVERS LES LIVRES : **L'impérialisme et la décadence capitaliste,** par Primus ; **Impérialisme et nationalisme,** par R. Louzon (Roger Hagnauer). — **Plus de manuels scolaires,** par C. Freinet (B. Giauffret). — **Le Tourbillon,** par Alexis Demidov (B. G.). — **L'Alliance franco-russe, 1891-1917,** par Georges Michon (E. Reynier).

LA PETITE HISTOIRE : La colère de Boudienny. — La démission de Rykov. — Un mot de M. de Peyerimhof.

NOTES ECONOMIQUES : Le développement de l'impérialisme : le trust germano-américain Standard-Farbenindustrie. — Zola trahi à l'écran. — Exemple de stabilisation des prix par la « rationalisation » **(R. Louzon)**.

LA RENAISSANCE DU SYNDICALISME : A propos de la journée rouge **(J. Aufrère, V. Godonnèche)**. — Les injures de la « Vie ouvrière ».

FAITS ET DOCUMENTS : Les faits de la quinzaine. — La dégénérescence bureaucratique. — La journée de sept heures en Russie. — Les élections belges.

CEDIAS BIBLIOTHÈQUE MUSÉE SOCIAL

Administration et Rédaction : 54, rue du Château-d'Eau -:- PARIS (10e)

Source gallica.bnf.fr / CODHOS (Collectif des centres de documentation en histoire ouvrière et sociale)

la Révolution prolétarienne

Revue bi-mensuelle Syndicaliste Communiste
(Paraissant le 1er et le 15)

Rédaction et Adm. : 54, r. du Château-d'Eau Paris-Xe

Téléphone : Botzaris 21-32

Pour ceux qui veulent comprendre et apprendre, la **Révolution Prolétarienne** publie sur les grands problèmes du mouvement international, sur les batailles ouvrières, sur les questions d'organisation, sur les campagnes de revendication :

ÉTUDES, ENQUÊTES MONOGRAPHIES, DOCUMENTS,

Elle publie toute une série de rubriques régulières permettant de suivre le mouvement des idées et l'évolution des faits économiques :

Le Carnet du Sauvage (P. Monatte)

Les Notes Economiques (R. Louzon)

La Renaissance du Syndicalisme (Par les militants de la Ligue Syndicaliste)

Parmi nos Lettres (De tout et de tous)

A travers les Livres (A. Rosmer, B. Giauffret, A. Richard, etc.).

Lettres de l'Internationale (De Russie, d'Angleterre, des Etats-Unis, d'Allemagne, etc., etc.)

Faits et Documents

COLLABORATEURS

G. Airelle, E. Allot, J. Auffrère, J. Baldacci, E. Berth, Marthe Bigot, M. Chambelland, J. Cévenol, F. Charbit, J. et J. Cornec, V. Delagarde, Max Emile, Finidori, H. Fulconis, A. Garnery, B. Giauffret, Max Eastman, Jean Glaive, V. Godonnèche, R. Hagnauer, G. Lacoste, F. Loriot, R. Louzon, A. Mahouy, L. Maret, J. Mesnil, P. Monatte, G. Nicolas, J. Péra, R. W. Postgate, A. Richard, A. Rosmer, R. Rouviane, C. Talès, A. Thévenon, G. Thomas, A. Villeval, etc., etc...

CONDITIONS D'ABONNEMENT

FRANCE, ALGERIE, COLONIES

Six mois..... 20 fr. Un an..... 40 fr.

EXTERIEUR

Six mois ..... 26 fr. Un an..... 50 fr.

Adresser toute la correspondance relative à la Rédaction et à l'Administration à M. Chambelland, 54, rue du Château-d'Eau, Paris (10e).

(Utiliser pour les envois de fonds notre Compte de Chèques Postaux : *Révolution Prolétarienne* 734-99.

Permanence pour la Rédaction et l'Administration :
Tous les jours, sauf le dimanche, de 9 heures à midi et de 14 heures à 19 heures.

La Ligue Syndicaliste

SON ROLE

La Ligue Syndicaliste se propose :

1° De travailler à la réalisation de l'unité syndicale, à la reconstitution d'une seule C. G. T. et d'une seule Internationale syndicale ;

2° De sortir les deux C. G. T., l'une de l'ornière de la collaboration gouvernementale, l'autre de l'ornière de la collaboration politique, pour les ramener dans la voie de l'indépendance syndicale hors de laquelle l'unité est impossible :

3° De faire prédominer dans les syndicats l'esprit de classe sur l'esprit de tendance, de secte ou de parti, afin de réaliser dès maintenant le maximum d'action commune contre le patronat et contre l'Etat ;

4° De participer à l'œuvre d'éducation syndicale en procédant à l'examen des problèmes pratiques et théoriques posés devant le mouvement ouvrier, et en préconisant la formation de Cercles d'études syndicales ;

5° De maintenir vivant le précepte de la Première Internationale d'après lequel l'émancipation des travailleurs ne sera l'œuvre que des travailleurs eux-mêmes.

SON FONCTIONNEMENT

La Ligue Syndicaliste groupe des syndiqués des deux C. G. T. et des organisations autonomes. Elle ne peut accepter l'adhésion d'organisations syndicales. Les ressources de la Ligue sont constituées par des cartes annuelles de membre vendues 5 francs et par des timbres vendus 1 franc.

Adresser toutes communications relatives à la Ligue Syndicaliste, à son secrétaire : Maurice Chambelland, 54, rue du Château-d'Eau, Paris-Xe.

Conservez la collection de la "Révolution Prolétarienne"

Elle constitue une mine de renseignements indispensables à toute militant révolutionnaire.
Elle a sa place dans toute bibliothèque de Syndicat ou de Cercle d'études.
Il reste un certain nombre de collections des années 1925, 1926, 1927, 1928.
Les numéros d'une année : 40 francs.
Reliés « Selflior » : 48 fr. 50 (franco 59 fr. 50).

Reliez vous-mêmes "La Révolution Prolétarienne" "LE SELFLIOR"

Système perfectionné de reliure automatique
est établi pour relier en un volume la collection d'une année, même en cours d'abonnement.
Prix : 9 fr.
Franco ..... 11 fr.
Etranger ..... 14 fr.

Vous qui collectionnez la « R. P. », utilisez cette reliure solide, propre et bon marché.

LE CARNET DU SAUVAGE

Le Labour Party revient au pouvoir

C'est un grand événement que le retour au pouvoir du travaillisme anglais. Refoulé une première fois, les dernières élections le ramènent sensiblement plus fort. S'il ne dispose pas à la Chambre des Communes d'une majorité absolue, il est néanmoins le groupe parlementaire le plus nombreux.

Que va-t-il faire? On ne connaît pas complètement encore, ni de manière absolument précise, le programme de ce second cabinet Mac Donald. Par sa composition, ce cabinet semble plus à droite que le précédent. Lansbury, si je ne me trompe, y est le seul représentant de la gauche travailliste. Quant à Mac Donald, rien ne le caractérise mieux que ce que l'on pensait couramment de lui dans les milieux socialistes français avant-guerre : on le regardait alors comme une sorte de Millerand anglais, un Millerand avant sa chute dans la boue militariste.

Mac Donald a montré pendant la guerre qu'il était autre chose qu'un Millerand; mettons qu'il est un réformiste étatiste qui cherchera à réaliser son programme. Il arrive d'ailleurs au ministère, non en isolé et en prisonnier, attaché à un Galliffet anglais, mais avec son parti. avec le parti de la classe ouvrière anglaise. On ne se demande pas ce que va faire Mac Donald, mais ce que va faire le Labour? Que pourra-t-il faire?

Son premier acte officiel aura été d'annoncer qu'il ratifiera la Convention de Washington sur la journée de 8 heures, que le gouvernement conservateur voulait reviser et faire annuler. Il est probable qu'il rétablira sans grand délai les relations diplomatiques avec la Russie, le temps de poser un certain nombre de questions, d'exiger des garanties et de les obtenir. Le travaillisme, autant par respect de lui-même que par intérêt, est tenu de rétablir les relations rompues par Baldwin; pour la Russie, qui voyait un peu partout des menaces de rupture, à l'exemple de l'Angleterre, l'atmosphère internationale se modifie brusquement.

La victoire du Labour Party est due autant à l'impuissance manifeste des partis conservateurs qu'à sa force propre. A l'intérieur, le chômage continue à sévir; à l'extérieur, la rivalité anglo-américaine apparaît plus aiguë d'année en année, les mouvements nationalistes secouent les colonies. Le rôle du Labour Party sera-t-il d'essayer de guérir les maladies qui rongent le vieil Empire anglais et son capitalisme, de faire faire une simple cure de santé au vieux Lion britannique, ou bien de préparer effectivement le règne du travail en Angleterre; je dis préparer car il n'est pas plus possible à nos camarades anglais de faire l'économie d'une révolution qu'il ne l'est aux Allemands ou à nous-mêmes.

L'engouement des milieux travaillistes pour la paix industrielle et pour le « mondisme » au cours de ces dernières années laisse prévoir que le nouveau gouvernement travaillera en accord avec une fraction du patronat à la réorganisation de l'industrie anglaise. Thomas a inscrit dans son programme de lutte contre le chômage la réorganisation de l'industrie minière et de l'industrie électrique. Il ne s'agit plus de nationaliser les mines; il s'agit simplement de les rationaliser. Au bénéfice de qui? En définitive, au bénéfice du capitalisme.

Dans la conférence qu'il donna récemment au retour d'un voyage aux Indes, André Philip insista beaucoup sur la désillusion laissée là-bas par le premier ministère travailliste et sur la haine qui y existe maintenant contre le Labour Party. D'autres illusions sont encore à perdre et le seront, tant dans les colonies que dans la métropole. C'est à partir de maintenant qu'un véritable mouvement révolutionnaire va prendre corps en Angleterre. Le gouvernement travailliste ne peut pas ne pas échouer à réaliser le socialisme, si même il le tente. En Allemagne, c'est l'impuissance du gouvernement social-démocrate à faire autre chose que ne ferait un gouvernement bourgeois conséquent qui constitue et maintient la force du parti communiste. En Angleterre, le mouvement révolutionnaire ne s'incarnera sans doute pas dans un parti communiste, mais il trouvera sa forme propre et rassemblera ses forces au fur et à mesure que le travaillisme au pouvoir fera la démonstration de son impuissance.

La grève des Facteurs parisiens

En 1925, quand Mouseau nous donna sa monographie de la grève des jeunes télégraphistes, un camarade, un postier, me fit cette remarque : Pourquoi la R. P. accorde-t-elle tant d'importance à cette grève? Je lui répondis qu'elle nous apparaissait comme le signe d'un réveil chez les postiers et comme une promesse de mouvements plus importants.

Ce n'était pas l'avis de ce camarade et, ma foi, il faut bien dire que jusqu'ici c'est lui qui avait eu raison. De 1925 à 1929, aucun réveil ne s'était manifesté, la division n'avait fait que s'approfondir dans le milieu postal; l'esprit de catégorie refleurissait donnant naissance à des syndicats autonomes de catégories à côté des syndicats unitaires et des syndicats confédérés. Impuissance sur toute la ligne.

Voilà qu'une nouvelle grève vient de se produire, cette fois chez les facteurs. Je voudrais y voir l'indice d'un réveil, mais comment oublier la déception de 1925?

Sans s'exagérer sa portée, on peut penser cependant que cette grève aura frappé sérieusement l'esprit de toutes les catégories de postiers et même de l'ensemble des fonctionnaires.

Un vieux militant des facteurs parisiens à qui je demandais si le succès de la grève du 4 juin s'expli-

quait par un sentiment de solidarité et comme une riposte aux 191 sanctions, me déclara que la solidarité avait joué pour une part, mais petite, et que le malaise des traitements avait fait tout le reste. Quand on avait appris le vendredi, dans tous les bureaux, ce qu'avaient fait certaines brigades d'imprimés à la Recette principale, il n'y avait eu qu'un cri : « C'est ce qu'on devrait tous faire! » C'est ce qu'on demanda dans les meetings de la Bourse du Travail et ce qu'on fit le 4 juin. Ça n'a pas donné de trop mauvais résultats. Les facteurs de lettres ont marché aussi bien, sinon mieux, que ceux des imprimés, et l'on sait que les facteurs de lettres ont la réputation d'être prudents. Pourquoi, à leur tour, ouvriers des P. T. T. et agents n'en mettraient-ils pas un coup pour sortir de l'impasse des traitements, de cette impasse où les catégories s'entre-déchirent. Au lieu de se battre entre elles, si elles se battaient un peu, toutes ensemble, contre leur patron commun?

Une autre caractéristique de cette grève c'est qu'elle a été préparée, au moins l'état d'esprit qui la rendait possible, par le syndicat autonome des employés des P. T. T., qui devait flancher au moment de passer à l'action. C'est lui qui avait la plus grosse influence à la Recette principale, et il l'avait conquise en prétendant faire litière des querelles entre C. G. T. et se consacrer à une œuvre strictement corporative. Pourquoi ses militants ont-ils flanché? Pourquoi les militants confédérés qui avaient paru vouloir marcher se sont-ils dérobés ensuite et certains se sont-ils conduits en briseurs de grève? Par confiance dans les promesses gouvernementales? Par peur de l'entraînement ou des crocs-en-jambe communistes?

Au bureau du IXe, on a fait un refrain du mot de Servat, le militant confédéré qui vint préconiser la reprise du travail le 4 juin : « Monsieur le Ministre, il a déclaré... » Les postiers confédérés ont vraiment trop de confiance et de respect dans ce qu'un ministre peut déclarer et promettre. Depuis le temps qu'ils sont gavés de déclarations et de promesses, on comprendrait qu'ils désirent autre chose.

Leurs militants parisiens s'étaient d'abord engagés dans le Comité d'action. Ils s'en sont retirés. De leur propre volonté ou sous la pression de leurs chefs fédéraux?

S'ils avaient marché carrément, eux et les autonomes, comme ils l'avaient promis au meeting, la grève du 4 juin eût été complète; l'unité se fût réalisée dans l'action au bénéfice de toute la corporation postale.

Demain un mouvement plus large s'imposera probablement. Pourvu que les unitaires, rendus trop confiants en eux-mêmes, ne veuillent pas faire cavaliers seuls et sous prétexte de réaliser le front unique à la base ne cherchent qu'à éviter le front unique entre organisations. La victoire complète n'est pourtant possible que si les unitaires réussissent à forcer confédérés et autonomes à les suivre dans la bataille.

La Journée rouge

Les discussions engagées autour de la Journée rouge m'ont remis à l'esprit quelques phrases de Kolarov, l'un des secrétaires de l'Internationale Communiste, qui m'avaient frappé à la lecture de « Classe contre Classe » :

« On parle souvent des traditions révolutionnaires du prolétariat français. C'est juste, mais je crois que les vraies traditions françaises se sont déjà un peu éclipsées.

« Il manque une expérience de guerre civile en France après la guerre mondiale. Le prolétariat français n'a pas encore combattu les armes à la main. L'évolution du socialisme en France n'a pas été tout à fait favorable au développement du bolchevisme. »

Kolarov a parfaitement raison de dire qu'il manque une expérience de guerre civile en France depuis la guerre. C'est une constatation de fait.

Mais ce point établi, qu'en faut-il déduire? Kolarov croit-il possible, croit-il utile au développement du socialisme en France de provoquer artificiellement une telle expérience de guerre civile?

C'est en vertu d'une pédagogie révolutionnaire de ce genre que l'on a depuis cinq ans, dans un certain nombre de pays, brisé les organisations, et détruit tout esprit de lutte.

Dans une étude sur les dirigeants actuels de l'I. C., que vient de publier Contre le Courant, *Trotsky analyse ainsi les mobiles auxquels obéissent les parrains de cette pédagogie singulière :*

« Les Kolarov, les Pepper, les Kousinen, les Waletsky, les Martynov, les Petrovsky, les Losovsky et autres héros qui ont raté, qui ont faussement annoncé ou qui ont tué qui une, qui deux, qui trois révolutions et même davantage, se disent certainement : « Qu'une nouvelle révolution nous tombe sous la main, et, cette fois, nous nous montrerons ». Tel le chasseur malchanceux qui jure, après chaque coup raté, qu'il visera mieux le gibier suivant. »

En marchant sur les talons de tels chasseurs, le mouvement communiste français n'aura le choix qu'entre deux alternatives : se couvrir définitivement de ridicule dans un fiasco plus retentissant que les précédents ou donner de la tête contre un mur, contre un mur ensanglanté.

Après un certain nombre de fanfaronnades, après toute une série de reculades, il vient un moment où la retraite est barrée, où l'on est pris au piège. L'ennemi est là d'ailleurs pour tendre le piège. Les charlatans y tombent. Aussi le mouvement qu'ils représentent. La classe ouvrière n'y acquiert pas l'expérience qui lui manquait. Elle y perd ce qui lui restait de forces et de confiance.

Pierre MONATTE.

P.-S. — *Ghezzi, le militant anarchiste italien, dont nous avons annoncé l'autre quinzaine l'arrestation à Moscou, vient d'être condamné par décision administrative à trois années de prison.*

Staline et le Guépéou ont voulu sans doute attirer l'attention du prolétariat international sur le scandale de la justice administrative. Ils verront bientôt qu'ils n'y ont pas trop mal réussi.

Les petits fonctionnaires passent à l'action

DEUX BEAUX MOUVEMENTS DES FACTEURS PARISIENS

Les deux mouvements des facteurs parisiens, grève sur le tas du 31 mai et grève de 24 heures du 4 juin, ont provoqué une surprise générale; on ne s'attendait pas à ce réveil, on ne prévoyait pas cette vigoureuse poussée d'action.

Quelles ont été les causes de ces mouvements? Comment se sont-ils déroulés? Quelles répercussions auront-ils chez les postiers de toutes catégories ainsi que dans la masse des salariés de l'Etat?

Les petits fonctionnaires sacrifiés

La cause essentielle et générale. nous la trouverons dans la question des traitements. Les nouvelles échelles établies par le Ministre des Finances, chargé de répartir le crédit de 500 millions voté par les Chambres en 1928, sacrifient, une fois de plus, les plus humbles catégories : facteurs, chargeurs, manipulants. Tandis que les sous-chefs voient leur traitement élevé de 24.000 (début) - 30.000 (maximum) à 26.000-36.000. les chefs, de 32.000-40.000 à 37.000-48.500, les sous-directeurs, de 44.000-50.000 à 50.000-60.000, les directeurs de 60.000-75.000 à 80.000-100.000, les petits fonctionnaires ne reçoivent que des augmentations dérisoires, variant de 100 à 500 francs et n'affectant presque toujours que les échelons de fin de carrière!

Quant au traitement de base, il n'est nullement question de l'élever. Chéron lui-même spécifiait dans une circulaire en date du 27 avril : « qu'il ne pouvait, en aucun cas, accepter de modifier les bases (minima et maxima) ainsi arrêtées. » Autrement dit, les différentes catégories devaient s'échelonner entre 8.000 et 100.000 francs, et la répartition des 500 millions était faite de telle sorte que les hauts fonctionnaires à 60.000 francs touchaient une augmentation de 20.000 francs, les petits : rien!

Le Ministre des Finances et le Président du Conseil, pour justifier cette répartition, n'hésitaient pas à déclarer que les traitements des petits fonctionnaires avaient été revalorisés par 6 et par 7, ajoutant que les 500 millions avaient pour but de revaloriser les traitements qui n'avaient pas encore été multipliés par 5. Mais Chéron et Poincaré oubliaient volontairement de dire que les traitements des petites catégories étaient déjà nettement inférieurs au coût de la vie en 1914. A cette époque, les organisations syndicales revendiquaient la pièce de cent sous. En 1919, l'officielle commission Hébrard de Villeneuve reconnaissait la légitimité des 1.800 francs-or comme salaire vital de base. Les facteurs débutant à 8.000, leur traitement, en réalité, n'a donc été multiplié que par le coefficient 4,4.

Ces chiffres expliquent le mécontentement profond qui règne chez les petits fonctionnaires et, plus particulièrement, chez les facteurs des Postes.

C'est ce mécontentement profond qui est à la base des deux mouvements des facteurs parisiens.

L'étincelle des 24 francs

On a dit que la grève sur le tas de la Recette principale, le 31 mai, avait été provoquée par une retenue de 24 francs que l'Administration des P. T. T. voulait opérer sur la paie des facteurs. Cette retenue de 24 francs fut l'étincelle qui mit le feu aux poudres.

Pourquoi cette retenue et dans quel but? En 1925, les Chambres décidèrent d'incorporer au salaire de base, qui était alors de 5.600 francs par an, certains avantages en nature, ceci afin de faire bénéficier les petits fonctionnaires d'une retraite calculée sur le chiffre de 6.000 francs.

Ces dispositions trouvèrent place dans l'article 186 de la loi du 13 juillet 1925, dont la dernière partie est ainsi conçue : « Les avantages accessoires, exception faite du logement, compteront pour le calcul de la retraite. Ils seront évalués à cet effet forfaitairement à 400 francs et soumis à retenue. »

La retenue dont il est parlé s'élève à 6 % du traitement. C'est la part des fonctionnaires pour leur retraite. Cela faisait donc 24 francs par an à ajouter au montant de la retenue.

Après pas mal de palabres, de circulaires, etc., on se décida, cette année, à appliquer la décision prise quatre ans plus tôt. L'Administration donna l'ordre d'opérer cette retenue en quatre mensualités et à partir de fin mai. Or, la plupart des facteurs ne bénéficiaient pas de la réforme qui devait être la contrepartie de cette retenue supplémentaire; sinon dans des proportions infimes : une augmentation de retraite de 8 francs par cinquantième, c'est-à-dire par année de service accomplie en plus des 25 ans exigés.

En un mot, la retenue de 24 francs frisait l'escroquerie. Les facteurs ne voulurent pas l'admettre et, exaspérés par la part dérisoire qui leur était allouée sur le crédit de 500 millions, ils décidèrent de répondre à la retenue par une action énergique.

Le mouvement du 31 Mai

Cette grève éclata à la Recette Principale de la Rue du Louvre, qui groupe les facteurs de lettres et d'imprimés des huit premiers arrondissements de Paris.

Voici le récit du déclenchement de ce premier mouvement, tel que l'a fait, dans son numéro du 3 juin, *la Bataille des P. T. T.* :

> Lorsque le jeudi 30, les camarades facteurs de service allèrent toucher leur traitement, ce fut une stupeur générale. On leur retenait 24 francs.
>
> Ainsi, alors que les gros allaient toucher des sommes rondelettes, eux, non seulement ne touchaient rien, mais se voyaient encore rogner leur maigre pitance. Des conciliabules animés se tinrent dans tous les coins et, dès ce moment, l'orage gronda.
>
> Détail d'importance à noter : le mécontentement se faisait jour surtout chez ceux qui d'ordinaire restent à l'écart, sinon des organisations, tout au moins de leurs réunions ordinaires et de leurs manifestations habituelles.
>
> Les camarades adhérents au Syndicat unitaire, de service, eurent la sensation que quelque chose d'anormal se préparait. Ils prévinrent leur organisation centrale, comme c'était leur devoir.
>
> A la F. P. U. on décida de prendre des mesures de précaution, et le Bureau arrêta des dispositions en vue de soutenir les camarades en lutte si le conflit qui s'annonçait éclatait le vendredi matin.

Le 31 mai, à 6 heures du matin, les facteurs de service vinrent au travail comme d'habitude. Ils se

rendirent dans les salles de tri pour séparer par quartier les lettres et les imprimés. Cette première partie du service accomplie, au moment de partir en distribution, les facteurs de la brigade des imprimés, soit 191 employés, refusèrent de quitter la salle et de descendre dans le hall réservé aux autobus postaux.

Sur un mot d'ordre venu on ne sait d'où, ils déposèrent leurs sacs et se répandirent parmi leurs collègues des lettres, les invitant à les imiter, ce que ces derniers s'empressèrent de faire.

L'intervention des contrôleurs, des chefs de service, du receveur prévenu en hâte, rien ne put faire céder les facteurs. Calmes et résolus, ils continuèrent à refuser de partir.

Cette « grève sur le tas » avait réuni près de 1.500 facteurs.

Le mouvement prit fin vers 10 heures, sur la décision des grévistes eux-mêmes qui, d'un commun accord, décidèrent de reprendre le travail, estimant que leur manifestation servirait d'avertissement aux pouvoirs publics.

Un Comité d'action comprenant trois autonomes, trois confédérés et trois unitaires, avait été désigné pour soumettre au représentant du gouvernement, M. Germain-Martin, les revendications des facteurs.

Le soir, un meeting eut lieu à la Bourse du Travail où tous les grévistes du matin se retrouvèrent côte à côte, augmentés de nombreux collègues des autres Centraux de Paris.

Divers orateurs des trois organisations prirent la parole. Les militants de la Fédération unitaire apportèrent l'appui entier de leur groupement. Quant à la Fédération confédérée, elle demeurait encore dans l'expectative.

Un ordre du jour protestant contre les augmentations dérisoires allouées aux petits fonctionnaires et réclamant le traitement de base de 10.800 francs, fut adopté. De plus, les auditeurs s'engagèrent à répondre à tout appel de leur Comité d'action.

Les premières sanctions

Mais l'Administration ne devait pas en rester là. Le dimanche 2 juin, dans un communiqué à la presse, le sous-secrétaire d'Etat fit connaître son intention de prononcer des sanctions contre les auteurs du mouvement.

La menace fut immédiatement appliquée. Tous les facteurs de la 1re brigade des imprimés, au total 191, furent avisés individuellement qu'ils étaient suspendus de fonctions pour une durée d'un mois. Peine qui entraînait, bien entendu, la suppression du traitement pendant le même laps de temps!

Pour les remplacer, l'Administration fit appel à 500 inspecteurs de police, sous la conduite d'un commissaire divisionnaire. Ils furent transportés en camion, rue du Temple, dans un Central téléphonique en construction, au cours de la nuit du dimanche au lundi pour y accomplir le travail des postiers suspendus.

Tous les contrôleurs des divers rayons de la Recette, libres ce jour-là, furent convoqués d'urgence pour organiser le service, un matériel de fortune ayant été apporté en hâte.

Mais l'embouteillage qui, depuis le vendredi, régnait dans le service des imprimés, n'en continua pas moins. Seuls quelques imprimés du jour furent distribués en très petite quantité le lundi 3 juin. Car si ces messieurs de la Tour Pointue sont pleins de bonne volonté pour faire les briseurs de grève, ils ne sont pas parvenus à s'improviser facteurs de but en blanc!

Il faut savoir que non seulement le facteur est chargé de distribuer les imprimés ou correspondances dans une partie d'un quartier — ce qui l'oblige déjà à la connaissance des immeubles pour organiser sa tournée, — mais qu'il doit encore, avant son départ, trier les imprimés ou correspondances par quartier, ce qui nécessite de connaître parfaitement les rues de tel ou tel quartier, ou les coupures de rues comprises dans deux quartiers voisins.

Et cela ne s'apprend pas en un jour, mais bien à la suite d'une longue pratique. On conçoit, dès lors, comment fut exécuté le travail!

La grève de 24 heures

Devant le coup de force des 191 suspensions d'un mois, les facteurs ne se laissèrent nullement abattre. Au contraire, leur colère grandit devant les sanctions arbitraires dont on frappait une partie de leurs camarades.

La solidarité s'organisa aussitôt et, comme premier appoint aux suspendus, la 2e brigade des imprimés qui, le lundi 3 juin, devait être de repos, invitée à travailler pour remplacer les sanctionnés, s'y refusa complètement. On lui proposa même de lui rendre par la suite la journée et de lui payer les heures au tarif supplémentaire, soit de 4 fr. 25 à 5 fr. 25 de l'heure, mais sans plus de succès!

Dès le lundi matin, le Comité d'action décida d'envoyer une délégation composée de trois représentants de chaque organisation auprès de Germain-Martin, afin de l'inviter à rapporter les sanctions prononcées contre les 191 facteurs d'imprimés.

Celui-ci, soi-disant absent en raison d'un Conseil des ministres, la délégation se présenta de nouveau au Ministère vers 16 heures. Cette fois, le sous-secrétaire d'Etat refusa de la recevoir, parce qu'elle comprenait des unitaires, ceux-ci n'étant pas reçus par l'Administration depuis plus d'un an.

Devant ce refus catégorique, les délégués se retirèrent en bloc, mais il fallut faire pression sur les autonomes, qui eussent accepté d'être reçus séparément.

Dans une déclaration publiée depuis par le *Peuple*, les confédérés prétendent que la délégation était d'accord pour retarder tout mouvement avant une pression sur les parlementaires. C'est faux. D'ailleurs, la délégation n'aurait pas eu le pouvoir de décider quoi que ce soit. Elle n'avait qu'à rendre compte de son mandat. Les confédérés se dérobèrent, ils ne vinrent pas à la réunion du Comité précédant le meeting.

Le soir, ce meeting convoqué à la Bourse du Travail remporta un énorme succès. Toutes les salles disponibles étaient bondées. De nombreux auditeurs furent obligés de rester dans les couloirs. Environ 7 à 8.000 postiers de toutes catégories, et principalement des facteurs, se trouvaient réunis.

Les militants exposèrent le résultat négatif de la délégation et invitèrent les postiers à prendre les décisions qu'ils jugeraient utiles. Les représentants du syndicat autonome et des confédérés essayèrent bien de retarder toute action, mais ils furent hués par tous les auditeurs qui, à l'unanimité, votèrent d'enthousiasme la grève de 24 heures pour le mardi 4 juin, en réponse à la brutalité gouvernementale.

Les revendications posées étaient les suivantes : 1° Réintégration immédiate des camarades suspendus; 2° obtention des 10.800 francs de traitement de début.

Dès le mardi matin, la grève fut effective dans plusieurs arrondissements.

A la Recette principale, pas un facteur ne sortit pour effectuer sa distribution.

Il faut remarquer l'esprit d'organisation et la combativité des facteurs de ce Central. Alors qu'au meeting de la veille, les militants avaient invité les

postiers à ne pas prendre leur service, ceux de la Recette, de leur propre initiative, pénétrèrent dans les salles de tri comme à l'ordinaire. Ils se contentèrent de rester devant les casiers, à seule fin d'éviter qu'on les remplace par des flics ou des jaunes.

Nous devons dénoncer l'attitude des chefs autonomes et confédérés, qui essayèrent de briser le mouvement dès le début. Parcourant les salles de tri, ils invitèrent les grévistes à accomplir leur travail, cherchant à les effrayer par les menaces de sanctions proférées contre les « défaillants » par l'Administration.

Cette manœuvre n'eut d'autre résultat que d'aviver la colère des postiers. Ils répondirent comme il convient à ceux qui tentaient de les diviser. La plupart des membres du Syndicat autonome des facteurs déchirèrent leur carte et en jetèrent les morceaux à la figure de ceux qui se faisaient les auxiliaires du sous-secrétaire aux P. T. T.

Il faut noter que le Syndicat autonome groupait, avant le conflit, la majorité des facteurs de la Recette.

Toute la journée, la grève se poursuivit calmement, malgré les forces de police massées autour de la Recette principale, les grévistes évitant toutes les provocations.

Dans les Centraux des 9e, 11e, 14e, 16e arrondissements, la grève fut totale. Pas un imprimé, pas une lettre, rien ne fut distribué. Dans les 17e et 18e, le mouvement, quoique moins important, suffit à paralyser le service en grande partie. Dans le 13e, 80 % de grévistes; dans le 19e, sur un effectif d'environ 80 postiers, on comptait 50 grévistes.

Seuls, quatre Centraux d'arrondissement fonctionnèrent de façon à peu près normale, le 10e et le 20e, où l'influence unitaire était cependant prépondérante, le 12e et le 15e, où dominaient les éléments autonomes.

On peut estimer le nombre des grévistes à 75 % des effectifs des facteurs parisiens.

Le gouvernement tenta d'assurer la distribution du courrier avec l'aide de... flics et d'inspecteurs de police. Ce fut un four, et la réponse du citoyen Ernest Lafont, député, à Germain-Martin, à ce sujet, mérite d'être rapportée :

Ernest Lafont. — ...Mais vous n'avez pas osé aller aussi loin que ce journal du matin qui proclamait que, grâce aux policiers, dans je ne sais quel service, l'évacuation du courrier avait été plus rapide. C'est une nouvelle notion de la compétence professionnelle que j'invite MM. les ministres à méditer longuement et notamment pour le recrutement de leur haut personnel. (*Rires à l'extrême gauche et sur divers bancs.*)

En tout cas, en fait, — je vous demande pardon de l'expression, je ne voudrais pas que mes mots fussent pris en mauvaise part — vous avez pataugé pendant une grande journée, et le tableau classique qui restera sera non pas celui du policier qui distribue plus vite que le postier, mais celui du pauvre policier que tout le monde a vu boulevard Saint-Germain, assis sur un banc, entouré de paquets et attendant que les concierges du voisinage viennent eux-mêmes faire le tri pour prendre chacun leur part. (*Rires et applaudissements à l'extrême gauche. — Mouvements divers.*)

Un nouveau meeting des grévistes eut lieu, le soir de la grève, à la Bourse du Travail. Devant les grévistes, les militants tirèrent les leçons de la journée et montrèrent l'ampleur du mouvement. Puis ils invitèrent les facteurs à reprendre le travail le lendemain matin, ce qui provoqua des protestations.

Sur ce point particulier, il est nécessaire de reproduire le curieux passage d'un article publié par le camarade Guigui dans le *Libertaire* :

« Il faut avoir assisté — écrit Guigui — au meeting de mardi soir — c'est-à-dire à la fin de la journée de grève — tout près des leaders communistes, pour savoir dans quelle consternation ils tombèrent lorsque, après leurs discours enflammés, le secrétaire adjoint de la Fédération postale unitaire, le camarade Grandel, vint déclarer aux grévistes que le double objectif de la grève de 24 heures étant atteint, à savoir : protestation contre la suspension des 191, révélation d'un ferme désir d'arracher les 10.800 fr., il était inutile, pour le moment du moins, de prolonger la grève. Il proposa donc la rentrée en bloc pour le lendemain, quitte à reprendre la lutte et même à l'étendre dans le cas où, à la suite des interpellations de jeudi, le gouvernement ne modifiait pas sa position. Les efforts des représentants du parti, les Raynaud, Bonnefons, Fleury, etc., ne trouvèrent pas d'échos chez les facteurs qui adoptèrent le point de vue de la Fédération.

La Fédération postale unitaire a certainement de fortes raisons pour s'insurger ainsi contre les efforts du parti. Ses effectifs ne sont déjà pas si puissants que cela pour qu'elle puisse se permettre de transformer une victoire en défaite, et ses combattants en fuyards.

La grève prolongée était une impasse de laquelle les facteurs ne seraient sortis que décimés, car la question des 10.800 ne leur est pas particulière, elle appartient à ce complexe problème des traitements des fonctionnaires dans leur ensemble. Outre que les facteurs SEULS dans la lutte n'auraient pas conservé longtemps la totalité de leurs troupes, ils auraient vu dressées contre eux les autres catégories de fonctionnaires, car nous retombons toujours dans ce fameux partage des 500 millions de crédit, et, dame ! chacun veut sa part.

Les facteurs n'ont pas fait le jeu du parti communiste, et c'est là une victoire du bon sens contre la démagogie.

Résultats obtenus

La reprise du travail eut lieu le mercredi matin sans incidents. Après une belle démonstration de force, les facteurs rentraient la tête haute et bien décidés à lutter de nouveau, donnant ainsi une belle preuve de leur énergie et de leur combativité.

Quels résultats avaient-ils obtenus?

Il faut tout d'abord noter que la grève de 24 heures fut surtout déclenchée à cause de la suspension arbitraire des 191 facteurs d'imprimés. Elle est, à ce sujet, un bel exemple de solidarité ouvrière.

Un premier résultat devait être acquis sur ce point important. Le gouvernement, lors de la discussion à la Chambre, le jeudi 6 juin, fit connaître son intention — par la voix de Germain-Martin — de ramener à 10 jours la mise à pied prononcée contre les facteurs d'imprimés. Ceci, — quoi qu'en dise le gouvernement — grâce à l'action énergique des postiers.

Il est vrai que d'autres sanctions étaient prononcées, frappant exclusivement des unitaires. Cette grossière manœuvre n'eut pas le résultat que pouvaient en escompter les pouvoirs publics. Loin de désagréger le bloc des postiers, elle n'a fait que renforcer la solidarité qui les unit.

L'Administration, d'ailleurs, a déjà compris son erreur, car, dès le 8 juin, des camarades frappés la veille, ont reçu l'ordre de reprendre leur service! A l'heure où nous écrivons ces lignes, il y a une dizaine de révocations et une trentaine de suspensions de 1, 2 et 3 mois de prononcées. Ces sanctions seront-elles maintenues? Les jours qui vont suivre l'apprendront. La F. P. U. et le Comité d'action poursuivent énergiquement la lutte pour obtenir la réintégration de tous les sanctionnés.

Un autre résultat devait suivre, plus important encore, et qui montre bien qu'en l'occurrence le gouvernement a senti la force du mouvement. Avant la fin du débat parlementaire sur la grève, Chéron annonça le dépôt immédiat d'un projet accordant 400 nouveaux millions à l'ensemble des fonctionnaires.

Voici, d'après l'*Officiel*, les déclarations de Chéron:

La réforme qu'il s'agissait de réaliser en répartissant les 500 millions était limitée. Elle n'a qu'un caractère transitoire. On ne peut tout faire à la fois.

La seconde étape de la réforme devait être réalisée, vous le savez, en 1930... (*Interruptions à l'extrême gauche communiste.*)

C'est ici, messieurs, que j'arrive à donner un renseignement qui me paraît intéressant.

A raison des plus-values de l'exercice 1929 et conformément à une décision prise par le Conseil des ministres le 17 avril dernier, nous avons déposé aujourd'hui même sur le bureau de la Chambre une demande de crédits supplémentaires de 400 millions, destinés d'abord à réaliser à partir du 1er juillet 1929 la seconde étape des rajustements, qui ne devait s'accomplir qu'en 1930.

Il fallait pour cela une somme de 250 millions. Nous l'avons portée à 300 millions, pour tenir compte de certaines rectifications nécessaires et de certains redressements apportés par la Commission Martin elle-même à son travail initial et qu'on n'avait pu encore faire passer dans les faits.

En second lieu, nous réaliserons, sans attendre le 1er janvier 1930, dès le 1er juillet prochain, le relèvement des indemnités pour charges de famille, si importantes pour les fonctionnaires pères de famille nombreuse. Ils gagneront ainsi six mois sur la réforme que nous avions projetée dans le budget. (*Applaudissements.*) Ce relèvement coûte 50 millions pour les six derniers mois.

Nous relevons de même à partir du 1er juillet prochain les indemnités de déplacement, mesure qui avait été également prévue dans le budget de 1930, ces indemnités étant devenues extrêmement insuffisantes. Cette partie de la réforme coûte également 50 millions pour la partie de l'année restant à courir.

Le Gouvernement, en déposant ce projet, a montré une fois de plus sa sollicitude pour les agents de l'Etat. (*Très bien! très bien! au centre et à droite.*)

Ce n'est pas de la sollicitude que le gouvernement a ainsi marqué : il a accusé le coup droit que lui ont porté les facteurs par leur belle action.

Le dépôt de ce projet avait été annoncé, c'est entendu, mais il n'a été réalisé qu'après le mouvement, et avec une augmentation de 50 millions.

Mensonges officiels

Il importe de relever certaines affirmations officielles destinées à dresser l'opinion publique contre les facteurs, et qui sont autant de mensonges grossiers. Le sous-secrétaire d'Etat Germain-Martin n'a pas voulu être au-dessous de la tradition qui veut que le pouvoir aux abois travestisse sans pudeur la vérité afin de rendre une grève impopulaire.

1° A la suite du mouvement du 31 mai, dans une note en date du 1er juin, Germain-Martin s'exprime ainsi : « Rien n'avait pu faire prévoir cette agitation; à aucun moment, les intéressés n'ont sollicité audience de leur chef de service; bien plus, invités à constituer une délégation pour exposer les motifs de ce mouvement, ils s'y sont refusés. »

Il oublie simplement de mentionner qu'à différentes reprises les organisations syndicales ont protesté contre les lenteurs des travaux de répartition des 500 millions et contre les augmentations dérisoires allouées aux petits fonctionnaires.

Il y a peu de temps, le Syndicat autonome adressa une lettre au Président du Conseil, où il exposait les desiderata de ses adhérents. Il ne reçut jamais de réponse.

2° Au cours de la séance de la Chambre du 6 juin, Germain-Martin déclara :

Le mouvement a-t-il été spontané? On l'a dit. Je l'ai cru, et l'on m'a même traité de naïf. J'ai affirmé que l'événement n'était pas du tout prévisible.

J'ai reçu, depuis, une information intéressante. Ici, les dates et les heures ont leur importance. La grève éclate le vendredi matin, 31 mai. Le soir, il y a un meeting important salle Ferrer. Qui donc a retenu cette salle Ferrer pour la réunion du vendredi soir et à quel moment ? Le jeudi à midi, le secrétaire de la Fédération postale unitaire. (*Mouvements divers.*)

Cette indication m'a été donnée sous contrôle documentaire.

Le simple fait de retenir une salle à la Bourse du Travail constituerait la preuve que le mouvement des facteurs avait été préparé dans l'ombre par la Fédération postale unitaire. Pourquoi Germain-Martin ne va-t-il pas jusqu'à dire que cette même Fédération, pour avoir son mouvement, avait décidé de sa propre autorité la retenue de 24 francs sur la paie des facteurs?

Les facteurs de la Recette ont subi cette retenue le 30 mai. Une grande émotion s'est emparée d'eux. La Fédération postale unitaire fut mise au courant. En retenant la salle, en prévoyant que de cette émotion les facteurs allaient passer à l'action, elle a tout simplement rempli son devoir de défense des intérêts de ses membres. Supposant même que ce soit elle qui ait pris l'initiative de la grève sur le tas du 31 mai, en quoi cette initiative serait-elle sortie du cadre de ses attributions d'organisation syndicale?

La responsabilité de la « grève sur le tas » du 31 mai, c'est à Germain-Martin et à son administration qu'elle incombe en entier; la retenue des 24 francs était une provocation, et l'on doit se féliciter qu'elle ait reçu une réponse vigoureuse et immédiate.

3° Dans son exposé au Conseil des ministres du lundi 3 juin, Germain-Martin expose comme suit la situation matérielle de début d'un facteur de Paris :

Le traitement de début des facteurs célibataires ou mariés sans enfant est de 10.990 francs, cette somme se décomposant ainsi :

Salaire de base	8.000
Indemnité de responsabilité	600
Indemnité de résidence	2.240
Indemnité de chaussures	150

A ce traitement de début s'ajoute :

1° Indemnité pour charges familiales :

1er enfant	680
2e enfant	806
3e enfant	1.200
4e enfant	1.411

2° Bonification pour service militaire acquise à tous les facteurs qui ont accompli leur service militaire. Elle leur permet de passer presque immédiatement à l'échelon supérieur.

En résumé, à Paris, au facteur ayant fait son service militaire, marié et père d'un enfant, touche comme traitement de début 11.870 francs.

A ce salaire total de près de 12.000 francs s'ajoutent les étrennes et bonifications dont on ne peut pas fixer le montant, souvent assez élevé.

Ce tableau contient des erreurs profondes et d'ailleurs voulues.

Du salaire de base, il faut retrancher 480 francs, montant de la retenue des 6 % pour la retraite, ce qui fait 7.520 francs net. Quant à l'indemnité de responsabilité, il faut savoir dans quelles conditions elle est allouée à Paris. Seul le facteur titulaire d'un quartier de distribution la touche, sauf lorsqu'il est en congé de maladie. Le débutant commence par être « rouleur ». Son rôle est de remplir tous les travaux, selon les besoins du service : remplacement d'un facteur titulaire en congé; malade, absent, etc... Il touche l'indemnité de 2 francs par jour seulement quand il remplit son service comme facteur distributeur. Pour arriver à être facteur titulaire d'un quartier, il faut compter plusieurs années d'ancienneté. Pendant deux ans, le facteur continue à remplir les fonctions de « rouleur » et à avoir une situation incertaine.

En résumé, un facteur débutant à Paris touche un salaire annuel de 9.910 francs, et réparti comme suit:

Salaire de base.....	7.520 fr.
Indemnité de résidence.....	2.240 fr.
Indemnité de chaussures....	150 fr.
Soit, au total.....	9.910 fr.

ou 825 francs par mois!

On s'étonne, après cela, que le mécontentement règne parmi les facteurs!

Pour ce qui concerne les étrennes, le « moraliste » Germain-Martin devrait se taire, ou alors donner à son personnel des traitements suffisants.

Nous avons montré plus haut comment les facteurs se trouvent lésés dans le réajustement des traitements, et nous n'y reviendrons pas. Mais voici une comparaison qui n'est pas sans intérêt :

L'agent de police de Paris débute à 22 ans à 10.500, c'est-à-dire au traitement que le facteur atteindra à cinquante ans.

A cinquante-cinq ans, le facteur aura 7.200 francs de retraite. A quarante-cinq ans, l'agent aura 14.000 francs.

La comparaison se passe de tout commentaire. Un dirigeant unitaire, Raynaud, a voulu faire une image de la situation inférieure des facteurs parisiens. « Les facteurs, ces va-nu-pieds qui usent les semelles de leurs chaussures sur les trottoirs parisiens... », a-t-il déclaré à une tribune, emporté par sa verve. Raynaud a bien fait rire son public. Mais il est sûr que le traitement des facteurs est nettement insuffisant; il est sûr que ces derniers sont, parmi les fonctionnaires, une des catégories les plus mal payées. Seraient-ils moins utiles à la vie sociale que « frère flic »?

4° Mais le plus cynique mensonge répandu par Germain-Martin, est la déclaration qu'il a faite à la Chambre le 6 juin, lors de la discussion des interpellations relatives à la grève :

> Il ne s'agit pas de considérer seulement le salaire, il faut voir également quelle est la durée du travail.
>
> A Paris, les facteurs travaillent entre six et sept heures par jour.
>
> La conséquence en est — et j'en suis très heureux pour mon personnel — que les facteurs, par suite de leurs loisirs, *peuvent être concierges ou exercer un autre métier*. (« Journal Officiel », 7 juin, page 1945.)

Que penser d'un ministre qui emploie de tels arguments? Nous nous bornerons à dire qu'il est complètement faux qu'un facteur à Paris travaille seulement de six à sept heures par jour.

Il commence à 5 h. 1/2 le matin pour terminer sa dernière distribution entre 11 h. 30 et midi, ce qui fait déjà 6 heures. De plus, l'Administration l'oblige à assurer le soir un service de retour d'une durée de 2 heures et demie environ. Nous voilà loin des chiffres de Germain-Martin!

Quant à exercer un autre métier... Que devient dans cette affaire la journée de huit heures d'abord, ensuite les règlements administratifs qui interdisent à tout fonctionnaire de travailler entre ses heures régulières de service et qui l'obligent à demeurer à l'entière disposition de l'Administration?

La grève et les organisations syndicales

Nous avons dit que la Fédération unitaire s'était mise dès le début au service des grévistes. Nous nous bornerons à ajouter que c'est sur son impulsion que le Comité d'action s'est créé et que la riposte des facteurs aux sanctions s'est produite.

Quant à la Fédération confédérée — prise à partie en raison de l'attitude des adhérents de sa section favorables à la grève, — elle adopta une position ambiguë; déclarant « qu'elle se désolidarisait du mouvement tout en soutenant ses adhérents dans la lutte ».

D'ailleurs — alors que le Gouvernement refusait de recevoir la délégation du Comité d'action, — ses représentants, accompagnés d'autonomes, allaient assurer Germain-Martin qu'ils lui conservaient toute leur sympathie! (Déclaration de Germain-Martin, le 6 juin, à la Chambre, *Journal officiel* du 7, p. 1944).

Mais, sans doute, une démonstration de cette nature n'était pas suffisante, car le jour de la grève de 24 heures, cette sympathie pour le ministre, qui frappait sans pitié les facteurs, se traduisait par des actes de trahison caractérisée. Ainsi, Giacomini, secrétaire général de l'organisation, flanqué de Servat qui, le 31 mai, avait assuré les facteurs du concours de son Syndicat, visitait les Centraux pour inciter les grévistes à reprendre le travail. Au Central du 9e, Servat, en présence et avec la permission d'un inspecteur de l'Administration, tint à peu près ce langage aux grévistes : « Nous avons été reçus par le ministre; nous lui avons posé la question des 191 suspendus et celle des traitements. Monsieur le Ministre nous a répondu qu'il maintenait les sanctions prises et que, cet après-midi, il porterait la question devant le Parlement. Si celui-ci le met en minorité, il s'en ira; sinon il engagera la bataille avec vous. Il y aura des sanctions très sévères, des révocations... Mon organisation n'est pour rien dans le mouvement, et je vous engage à reprendre le travail. »

Tout commentaire est inutile. Le résultat, d'ailleurs, ne s'est pas fait attendre : dans la région parisienne, les organisations autonomes et confédérées sont en pleine débâcle.

L'organisation autonome est un de ces groupements de catégorie dont Lacoste avait déploré la naissance dans la *R. P.* du 15 mars 1928. Elle avait été créée par des éléments autrefois membres de la Fédération postale unitaire, et dont l'un, paraît-il, est un ancien communiste orthodoxe. Ce groupement avait conquis une certaine influence, à la fois par son esprit de catégorie et par des cotisations au rabais. Mais son attitude dans la grève lui a fait perdre cette influence. Avant le meeting du lundi qui devait décider de l'action, ses représentants au Comité d'action s'opposèrent à tout mouvement avant la discussion parlementaire. Sur une question précise de Grandel, leur demandant ce qu'ils feraient si la grève était décidée par les facteurs, l'un d'eux, Bourgoin, répondit « qu'ils ne marcheraient pas ».

La Fédération postale unitaire, elle, enregistre actuellement nombre d'adhésions. Ce mouvement est un succès pour elle. Elle poursuit actuellement une campagne de propagande et de recrutement. Il lui incombe d'organiser la lutte pour les 10.800. Dans l'ensemble des fonctionnaires et particulièrement dans les autres catégories de postiers, cette revendication essentielle est suivie d'un œil sympathique. La Fédération postale unitaire saura-t-elle rallier à elle l'ensemble des travailleurs des postes et conserver les positions acquises?

L'avenir nous l'apprendra; car il ne faut pas oublier que son bureau se classe dans la majorité confédérale et qu'il est, par conséquent, partisan de la direction unique.

Si, malgré cela, il sait comprendre les responsabilités qui lui incombent, s'il fait abstraction de toute idée de tendance, il peut être appelé à rallier à la F. P. U. la cohorte de tous les petits fonctionnaires des P. T. T., sacrifiés dans toutes les dernières répartitions de crédits.

A ce point de vue, l'action énergique de nos camarades facteurs aura été d'une grande utilité pour l'ensemble des postiers et pour tous les fonctionnaires.

R. MOUSEAU.

LE PREMIER MAI SANGLANT DE BERLIN

Une lettre de Paul Frœhlich

Berlin, 7 juin.

Chers Camarades,

Je m'empresse, au nom de notre groupe, de vous remercier, le camarade Georges Airelle en particulier, pour le grand intérêt que vous avez pris à ma brochure sur le 1er Mai sanglant de Berlin. Vous montrez par là qu'avec nous vous croyez que les événements de Mai constituent un avertissement pour la classe ouvrière internationale. Le camarade Airelle a parfaitement réussi à présenter les faits et la façon dont notre groupe les interprète. Cependant, il a laissé passer une toute petite erreur que je voudrais bien rectifier, non par pédanterie, mais parce que la chose comporte un trait politique piquant, compréhensible seulement, sans doute, pour le lecteur allemand initié.

Le camarade Georges Airelle écrit :

« Ils (Les chefs du P. C.) lançaient au monde entier la nouvelle de « combats de tranchées », de « bataille rangée », et faisaient croire à l'étranger que Berlin tout entier était en révolte. Et, comme le dit finalement le journal bourgeois « Berlin am Morgen » : *« Il n'y a pas eu de bataille, il n'y a pas eu de tir du haut des toits, il n'y avait pas d'armes — il n'y a eu que des victimes! ».*

Ce que « Berlin am Morgen » a dit dans ce passage, des feuilles bourgeoises l'ont affirmé aussi, en s'appuyant sur des faits frappants. Mais « Berlin am Morgen » n'est pas une feuille bourgeoise. *Voilà le piquant de l'histoire : c'est un journal soi-disant « au-dessus des partis » (überparteilisches Blatt). Sa rédaction se compose de communistes et de gens qui se tiennent assez près du parti sans lui appartenir. L'éditeur, en fait le chef de la feuille en même temps que du « Welt am Abend », est* Willi Münzenberg, *secrétaire général du Secours ouvrier international — (ne pas confondre avec le Secours rouge) — et chef également de nombre d'entreprises communistes. Ce Willi Münzenberg est* membre du Comité central *du Parti communiste. Il appartient, comme Heinz Neumann et Thaelmann, au cercle restreint qui détermine la politique du Parti. Il est certain, tout son passé le garantit, qu'il collabore à la politique soi-disant communiste actuelle, tout en sachant combien elle est néfaste.*

Cependant, dans le cas qui nous occupe, il s'est placé délibérément en travers de la ligne officielle, car c'est lui qui dicte directement l'attitude du « Berlin am Morgen », et du « Welt am abend ». Tandis que Heinz Neumann, dans sa thèse, proclame que la classe ouvrière berlinoise a conquis la rue le 1er mai et l'a tenue trois jours durant, tandis qu'il célèbre par le monde les batailles livrées par le prolétariat berlinois, Willi Münzenberg déclare : « Il n'y a pas eu de batailles, il n'y a eu que des victimes. » L'un tire à hue, l'autre à dia, et voilà la discipline communiste!

A quoi faut-il attribuer l'attitude de Münzenberg? Il sait, certainement, que ce que fait le parti n'est que sottise et crime. Cela ne l'avait pas empêché, jusqu'ici, de tout approuver. Mais, maintenant, cela devient sérieux. La « Rote Fahne » a été interdite, Münzenberg désire éviter ce destin à ses entreprises. C'est pourquoi il se met à faire une politique de sa façon.

Que va devenir le parti, se demande-t-on maintenant. Que veut-on qu'il arrive, si toute critique y est réprimée par la violence brutale, alors qu'un isolé, en possession d'une situation puissante, peut s'y permettre d'opposer sa propre politique à celle du parti, tout en appartenant au cercle le plus étroit des responsables? Ce ne peut être que la démoralisation.

Je crois, chers camarades, que ces détails intimes ne sont pas sans intérêt pour vous et je vous salue cordialement.

Votre
Paul FRŒHLICH.

A travers les Livres

Primus. — L'IMPERIALISME ET LA DECADENCE CAPITALISTE (Librairie du Travail).

R. Louzon. — IMPERIALISME ET NATIONALISME (Librairie du Travail).

Constatant que la récente étude de Berth, publiée dans la R. P., n'a pas provoqué la discussion qu'elle mérite, un de nos camarades s'étonnait de l'incapacité des militants d'aujourd'hui à étudier les grands problèmes. C'est là, sans doute, l'une des plus déplorables conséquences de la tension fiévreuse dans laquelle nous vivons depuis la guerre. Nous attendons toujours, sinon le Messie, du moins l'événement accidentel et formidable qui va tout bouleverser; et les luttes de tendances, depuis plus de douze ans, accaparent toute notre attention et toute notre combativité. Le moment est venu pourtant de nous arracher quelquefois aux soucis souvent misérables de l'actualité pour reposer des questions que notre impatience affirmait définitivement résolues. Dans le domaine moral, sans doute, comme Berth nous y invite. Mais aussi — surtout, peut-être? — dans le domaine économique.

Ici, les deux dernières éditions de la Librairie du Travail peuvent apporter des aliments solides à la discussion nécessaire.

C'est d'abord une brochure de Primus : *L'Impérialisme et la Décadence capitaliste.* L'auteur s'est proposé surtout de critiquer le programme de l'Internationale Communiste et son auteur Boukharine. Nous ne songeons pas à le lui reprocher. Depuis plusieurs années, il s'efforce, non sans succès, de prouver que le « lénisme » et la « bolchévisation » ne sont pas des troubles accidentels ou des maladies « organiques » dont souffre le communisme, mais les conséquences d'une analyse erronée de l'évolution économique. C'est dire que son opposition aux dirigeants actuels du Comintern a un caractère élevé. Et on comprend mal qu'il leur fasse trop souvent, dans sa brochure, la charité de l'invective — sa démonstration se suffisant à elle-même.

Il a le courage, en effet, d'opposer à la sacro-sainte théorie d'Hilferding, de Lénine et de Boukharine sur l'impérialisme, celle de Rosa Luxembourg, considérée comme une hérésie capitale dans l'Internationale Communiste (1).

Hilferding, dans son « Capital financier », paru en 1910, n'admet comme cause de l'impérialisme que la transformation du capitalisme de libre concurrence en capitalisme de monopoles; que l'interpénétration du capital industriel et du capital bancaire, celui-ci dominant celui-là et constituant le capital financier. C'est la thèse reprise par Lénine dans son œuvre « *L'Impérialisme, dernière étape du Capitalisme* », et par Boukharine dans la sienne, « *L'Economie mondiale et l'Impérialisme* ».

La formule même de Lénine indique bien qu'il consi-

(1) A ce sujet, citons cette réflexion savoureuse, faite en 1923, par l'un des plus éminents professeurs de Bobigny : « Vite, que l'on traduise le livre de Boukharine, pour que je sache enfin les motifs de la condamnation du luxembourgisme. » Ainsi, le jésuite des *Provinciales* arrêtait la discussion avec son contradicteur pour consulter ses pères...

dère l'impérialisme comme un capitalisme différent de l'ancien par ses caractères et ses tendances.

Rosa Luxembourg, au contraire, affirme que l'impérialisme n'est qu'une politique du capitalisme rendue nécessaire par des contradictions déjà analysées par Marx. C'est l'opposition entre le développement des forces productives et l'insuffisance du marché dans les pays capitalistes, qui provoque la ruée vers les pays non-industrialisés, vers les débouchés nouveaux, vers les colonies.

S'il ne s'agissait là que d'une querelle d'école, que d'une antinomie entre deux analyses différentes d'un même phénomène aux effets indiscutables, on ne pourrait consacrer à cette étude qu'une curiosité toute intellectuelle. Mais Primus affirme, au contraire, que le prolétariat ne mènera sa lutte de classe qu'en connaissant le terrain des opérations ; il faut donc : « *s'orienter et comprendre les tendances cardinales de l'époque présente* ». Lénine et Rosa Luxembourg étaient sans doute d'accord, dans la IIIe Internationale, pour reconnaître « que le capitalisme engendre inéluctablement la guerre ». Pour Lénine, c'étaient les monopoles, l'emploi direct de la force, « le développement inégal des forces productives » qui expliquaient cette nécessité. Pour Rosa Luxembourg, c'était l'antagonisme fondamental entre l'accroissement de la production et le « rétrécissement relatif du marché ». Mais enfin l'un et l'autre alertaient le prolétariat, et cela seul importait

Il n'en est plus de même aujourd'hui.

Le léninisme considère l'impérialisme comme « la dernière étape du capitalisme », donc comme l'époque du capitalisme agonisant ; la guerre, en appauvrissant les masses, en rétrécissant le marché intérieur, en modifiant la structure du capitalisme européen, l'a frappé de mort. Il est déjà « en putréfaction », nous apprend le programme de l'Internationale Communiste.

Au contraire, pour les disciples de Luxembourg — avoués et francs, comme Primus; ou prudents et discrets comme tels « droitiers » silencieux — il n'y a rien d'essentiellement nouveau dans l'impérialisme, rien qui n'ait déjà été analysé par Marx; la guerre n'a pu que précipiter une évolution fatale. Les contradictions internes du régime économique n'ont pas disparu pour faire place à d'autres. Elles se sont aggravées et exaspérées.

Il faut donc revenir à Marx et à son illustre et noble continuatrice Rosa Luxembourg, pour déterminer si vraiment le capitalisme — qui a surmonté la grave crise d'après-guerre — est, non pas mourant, mais simplement en décadence, et s'il sortira de la dépression actuelle. Il y a là de nombreux problèmes à résoudre. Primus se contente de les poser. Mais cela suffit pour détruire les illusions sur l'imminence de la crise finale, que d'aucuns veulent développer dans l'esprit des ouvriers, par des artifices contraires à la science et à l'esprit marxistes.

Robert Louzon, dans sa brochure : *Impérialisme et Nationalisme*, n'a nullement l'intention de faire œuvre polémique et de s'engager dans une bataille entre fractions révolutionnaires. Son but est différent, j'allais écrire : plus haut. Il ajoute simplement un nouveau chapitre à sa grande étude, *L'Economie Capitaliste*, dont nous avons rendu compte dans la *R. P.* en 1926. Il veut expliquer la politique chaotique de la bourgeoisie actuelle par l'opposition entre les deux tendances de l'économie capitaliste contemporaine : la tendance *impérialiste* et la tendance *nationaliste*.

La première se justifie par la possibilité actuelle de produire le plus économiquement possible en quelques points d'élection. Production en masse, direction concentrée en quelques mains, conception d'un système mondial où « *par une vaste division du travail, chacun des gros fournisseurs du monde veut être le maître de sa propre branche de production* », tels sont les caractères essentiels de l'impérialisme. C'est la tendance de l'industrie lourde, et celle-ci étant la base de toutes les autres, l'impérialisme domine aujourd'hui.

Mais il ne triomphera pas sans luttes. Non que le conflit envers les divers impérialismes puisse être néfaste au système. Ce ne sont pas là des *antagonismes*, mais des rivalités qui se résolvent toujours en accords. Ce qui s'oppose à la tendance impérialiste de l'industrie lourde, c'est la tendance nationaliste des industries de transformation. Pour celles-ci, pas de lieux d'élection, pas de possibilités de monopole, le nombre des concurrents pouvant varier à l'infini, production pour le marché national ou bien exportation protégée par un Etat national puissant.

Pour vaincre, l'impérialisme dispose de deux alliés : la finance qui procède à « l'internationalisation » de l'Etat — le plan Dawes et les efforts de stabilisation dans les pays européens constituant deux manifestations supérieures de ce rôle de la finance; — et la social-démocratie qui, séduite par l'idéologie pacifiste de l'impérialisme soutient énergiquement en France, en Allemagne, en Belgique, l'effort de la haute finance (Voir à ce sujet un curieux article de Léon Blum, dans le « Populaire », se félicitant, à propos de l'idée d'une liaison internationale des banques d'Etat, de l'adoption des solutions socialistes par les experts et les gouvernants).

Le nationalisme a pour lui : la tradition, dont il ne faut point négliger l'importance ; l'inflation, et « l'autarchie » ou constitution d'une économie purement nationale.

Mais ce sont là des armes « *d'une efficacité toute provisoire* ».

Louzon passe ensuite en revue la situation dans les différents Etats d'Europe et du monde ; les positions occupées dans tous les pays par les deux tendances capitalistes modernes.

Et il se demande en conclusion si la victoire fatale de l'impérialisme facilitera ou non la lutte de la classe ouvrière.

Il reconnaît qu'elle supprimera des antagonismes nationaux, dont une révolution peut sortir — mais en même temps, elle détruira les malentendus qui séparent les prolétariats des différents pays et clarifiera ainsi la conscience de classe de tous. Elle abolira certaines facilités de manœuvre, mais cela importe moins que le renforcement de la volonté de lutte des ouvriers.

Ainsi Louzon, dans le grand débat sur l'impérialisme, occupe une place bien particulière. D'accord avec Lénine, contre Rosa Luxembourg et Karl Kautsky, pour affirmer que l'impérialisme est une étape nouvelle, est l'étape finale du capitalisme, il se trouve en désaccord formel avec le père du bolchevisme en niant le caractère catastrophique des rivalités impérialistes. Il croit, avec Karl Kautsky et les social-démocrates, à l'idéologie pacifiste de l'impérialisme et à sa victoire complète dans l'avenir. Mais l'optimisme prolétarien et révolutionnaire — que nous retrouvons dans tout ce qu'il écrit — l'oppose à ceux qui ont aidé la bourgeoisie internationale à surmonter la crise d'après-guerre.

On voit la complexité et la gravité des problèmes soulevés. Membres de la coopérative intellectuelle ouvrière qu'est la R. P., nos camarades ne doivent pas hésiter à engager leur discussion, si dangereuse qu'elle puisse paraître à certains esprits timorés. — Roger HAGNAUER.

C. Freinet. — PLUS DE MANUELS SCOLAIRES. (Editions de l'Imprimerie à l'Ecole; Saint-Paul. (Alpes-Maritimes.)

Avez-vous remarqué un petit bonhomme qui s'en revient de l'école, et vous êtes-vous demandé ce que peut contenir le volumineux cartable qu'il porte avec peine?

Si vous êtes père d'un écolier, avez-vous déballé ce cartable livre par livre? De cette accumulation, avez-vous retiré quelque fierté ou quelque angoisse?

J'espère quelque angoisse.

Alors, entendez le cri : *Plus de manuels scolaires*, que pousse un pédagogue de l'Ecole Nouvelle, C. Freinet. Entendons-nous! Plus de manuels ne signifie pas plus de livres! Car le livre est un ami que l'enfant reçoit avec plaisir et ouvre avec avidité. Tandis que le manuel scolaire est le dur ennemi qu'il doit avaler par tranches dosées, progressives et raisonnées! L'appétit n'y est pas. Aussi tout un système médicamenteux entre en action : manuels fleuris (oui, mais pourquoi le maître me maintient-il à cette page 23 alors que la page 125 a un dessin qui me fait signe?) notes, classements, bons points, prix, livrets de Caisse d'épargne. Lyre complète des récompenses! Sucre à l'effet de faciliter la déglutition de l'huile de foie de morue! Et pour les rebelles à toutes ces tentatives, cœrcition : mauvaises notes, regards courroucés, sermons réprobatifs, piquets, copies supplémentaires, conjugaisons variées, retenues. Toute la gamme de la contrainte! Et après cette voltige de moyens pédagogiques, le néant : cinq ou six phéno-

mènes qui absorbent leur manuel (avec quels affreux quiproquos!) et tout le reste, trente, quarante, cinquante, qui s'en fiche et organise en défense le trompe-l'œil : soufflage, copiage et acquisition à fleur de peau pour déjouer le contrôle.

Mme Montessori après avoir enregistré tous les perfectionnements apportés au banc scolaire pour l'empêcher de nuire sans y parvenir, le supprima. Freinet n'est pas moins radical. Il supprime le manuel et transforme les élèves en imprimeurs. Plus de textes rébarbatifs, mal adaptés à l'enfance, à la région, à la saison, à la circonstance fortuite et impérieuse, mais des textes nés du besoin que l'enfant a de s'exprimer.

Mais, direz-vous, l'enfant aime sortir de son milieu et il en a besoin? Il est vrai. Aussi Freinet a-t-il créé entre les écoles qui impriment — plus de cent — l'échange des imprimés. Imaginez ce qu'est pour la classe l'heure du facteur : celle où les petits gars de la lande bretonne ou du pays minier ou de l'Alpe neigeuse, viennent raconter, tout simplement, leur vie enfantine (ou la vie humaine vue à travers leurs yeux d'enfants), aux écoliers de la Provence. Quelle découverte du monde combien plus vivante, plus profonde que celle que dispense le manuel ouvert à la « *page suivante* »!

La vie que l'imprimerie fait entrer à l'école animera tous les exercices. Le savoir a perdu son amertume. La discipline relâche ses contraintes artificielles pour ne plus laisser debout que les contraintes naturelles à tout groupe. L'école a rejoint la vie enfantine. Et l'enfant mûrit de lui-même après avoir fait ses essais, connu de vraies déceptions et de vraies réussites. Il est préparé à devenir autre chose qu'un sujet prêt pour l'acceptation de tous les mots d'ordre, pour toutes les obéissances : un homme apte à la pensée personnelle et à l'action.

Freinet expose en détails la technique qu'il a créée et améliorée après quatre ans d'une expérience sans cesse étendue. Rassurons les éducateurs à qui le mot d'imprimerie fait entrevoir des dépenses fastueuses. Freinet a conçu sa technique dans une école pauvre et elle est appliquée surtout dans de modestes écoles de campagne: 300 francs — le prix de 50 manuels — et l'on roule.

Plus de manuels, plaidoyer animé pour l'école active, fera réfléchir tous les éducateurs qui sentent confusément les déceptions trouvées dans le vieux sentier pédagogique, mais il s'adresse également à tous ceux qui savent que l'éducation de l'enfance est un des problèmes primordiaux pour l'avenir de l'humanité. — B. GIAUFFRET.

Alexis Demidov. — LE TOURBILLON (1917) (Ed. Sociales Internationales.)

« Ici, je retrace les événements qui se sont déroulés à Petrograd, de février à octobre 1917, et j'indique le rôle que jouèrent dans la Révolution, des hommes issus de cette classe rurale... »

C'est ainsi qu'Alexis Demidov présente dans une courte préface son « *Tourbillon* ». Et quel tourbillon, en effet, que les événements qui ont créé la Russie soviétique.

D'abord la guerre, peut-être plus sanglante que chez nous et à coup sûr plus stupidement dégoûtante.

Puis la vie à Pétersbourg : la rue obscure, le peuple lassé et pensif, les embusqués patriotes — et la misère qui mord la foule devant les boulangeries fermées. A l'arrière-plan, de grandes ombres qui passent sur les masses dévorées d'inquiétudes : Kerensky, Kornilov, Lénine lui-même.

Devant nous, un simple militant bolchevik, têtu, enragé, héroïque — l'homme qui a force de ténacité pousse la grande roue de la Révolution.

Parlottes, réunions clandestines, meetings, manifestations, batailles de rues, claquements des mitrailleuses, succès éphémères, défaites cuisantes. Puis de nouveau, la grande œuvre qui se recommence souterrainement pour éclater en coups de clairon dans la foule indécise : « A bas les chefs traîtres ! Tout le pouvoir aux Soviets ! »

Conclure de là que la même énergie farouche déployée en France produira la même réussite, semblera logique à nombre de militants. Pour nous, nous pensons que la France de 1929 ne présente aucun des caractères de décomposition spontanée qu'offrait la Russie de 1917. « Dénoncer les social-traîtres » à une foule qui fait la queue devant les boulangeries est une affaire ; les dénoncer devant un prolétariat dont plus d'un élément fleurit et s'embourgeoise en est une autre, hélas.

Du moins le mérite du *Tourbillon* est de nous faire entrer au cœur d'une ville en Révolution et de donner à nos réflexions une base aussi concrète que possible. — B. G.

Georges Michon : L'ALLIANCE FRANCO-RUSSE, 1891-1917 (Delpeuch).

Dans ces trois cents grandes pages de documentation, à la fois compacte et claire, on verra l'alliance dénoncée comme dangereuse par un Anatole Leroy-Beaulieu, si modéré, par la revue catholique, « le Correspondant », et surtout par la clairvoyance infatigable d'un Jaurès.

On verra également, avec preuves nombreuses, le caractère réactionnaire de l'Alliance, soit en France, sous le prétexte de ne pas effrayer la grande Alliée, soit en Russie, où l'argent français servait à consolider un régime d'oppression et de pourriture; si bien qu'au lieu de profiter des emprunts russes pour exiger des garanties constitutionnelles (comme Rothschild en Prusse, en 1849), on ne préparait, de la part des libéraux et révolutionnaires russes, que l'annulation inévitable et juste des emprunts.

L'Alliance a contribué pour sa large part au déclenchement des haines nationales et de la guerre de 1914, soit en exaspérant stupidement en France l'idée de revanche, soit en aggravant les conflits balkaniques; on lira, p. 260, les terribles et inconscients aveux d'un Paléologue à M. de Witte.

Georges Michon montre également avec force comment la criminelle diplomatie secrète des Delcassé et des Poincaré, des Sazonov et des Isvolsky, a tenu dans l'ignorance la plus complète les peuples et leurs représentants; et comment le Parlement français tendait lui-même le col au joug et célébrait son abdication.

Il montre en particulier comment ni Gouvernement, ni Parlement, ni techniciens n'ont voulu voir ni en quel état de délabrement se trouvait la puissante Alliée de 1914, d'où l'effondrement sans mesure, ni ce fait que la Révolution de mars 1917 se faisait exclusivement contre la guerre, et non pour les Alliés;

Il montre, enfin et surtout, comment les peuples sont floués, et finalement massacrés par leurs gouvernements, et comment ils se laissent faire, avec un enthousiasme imbécile et servile, et comment ça recommencera si l'on n'y prend garde! Telle est l'âpre et salubre leçon qui se dégage de chaque page de ce livre. — E. REYNIER.

NOUS AVONS REÇU :

EMMANUEL BERL : *Mort de la pensée bourgeoise*, 12 francs (Grasset).

FRITZ BRUPBACHER : *Michael Bakünin, der satan der revolte* (Neuer Deutscher Verlag, Zurich).

ERICH MARIA REMARQUE : *A l'Ouest, rien de nouveau.* Traduction de Alzir Hella et O. oBurnac, 12 francs (Stock).

LA PETITE HISTOIRE

LA COLERE DE BONDIENNY

Un collaborateur du *Temps*, qui a assisté en avril au Congrès du Parti Communiste Russe, publie des « impressions vécues ». Elles sont loin d'être remarquables. Car ce bon bourgeois, s'il entend assez bien, ne comprend pas toujours. Retenons cependant, de son article du 22 mai, un croquis et quelques propos entendus :

Dans un groupe, Boudienny pérore, en grand uniforme de chef de la cavalerie rouge, les moustaches au vent, faisant sonner ses éperons, l'air d'un adjudant en colère. C'est le Murat des révolutions bolchévistes. Il vient de sortir de la salle des séances, le

front ruisselant de sueur. Sa haute taille en impose; il s'essuie le front et prononce une harangue enflammée, émaillée d'épithètes véhémentes et d'expressions que Cambronne n'eût pas désavouées. Ecoutons-le :

— Flûte (nous nous refusons à écrire ce mot textuel)... flûte pour leur industrialisation! Ma cavalerie n'a pas de chevaux... Les paysans n'ont pas de blé... C'est bien joli d'avoir des tracteurs, mais il faudrait aussi de l'essence! L'essence, c'est ce qui manque le plus. On la vend à tous les capitalistes d'Europe! C'est honteux, ce qui se passe...

Quelqu'un lui demande : « Qu'est-ce que vous dites de Trotsky? » Et Boudienny de répondre : — Trotsky, cette canaille! C'est lui qui est cause de tout ce qui se passe. C'est lui qui nous a détournés de notre beau chemin, avec ses plans d'industrialisation qu'il aurait dû laisser dans les caves d'où il les a déterrés. Tout cela par ambition, pour gagner de la popularité en Ukraine, où l'on est pressé d'exploiter les chutes du Dnieper pour électrifier le pays... »

⁂

LA DEMISSION DE RYKOV

Dans un autre article (*Temps* du 5 juin), le même collaborateur retrace la séance du Congrès où la Commission, chargée d'examiner les crimes de la droite, exige la démission de Boukharine et de Tomsky des fonctions qu'ils occupent :

Rykov a compris d'où vient le vent de disgrâce qui va l'atteindre et il offre sa démission de toutes ses fonctions, voire même sa démission du parti. Mais on ne lui en demande pas tant, au moins pour le moment.

« Si la conférence accepte la démission de Rykov, s'écrie alors Staline, moi, je m'en irai aussi! »

Et le ton du dictateur semble ferme. Mais tout le monde n'y voit qu'une ruse froidement esquissée. On refuse sa démission pour feindre de repousser aussi celle de Rykov.

... Rykov conserve son rôle de dirigeant de la République soviétique, rôle décoratif et de pure surface, mais on lui enlève toute autorité, toute initiative de réalisation. En réalité, il est dépossédé du pouvoir qu'il exerçait jusqu'ici sur toute l'organisation de l'Etat.

Et, depuis, Rykov a été invité à se faire porter malade...

⁂

UN MOT DE M. PEYERIMHOF

Au cours d'une étude publiée dans la grande revue catholique, *Le Correspondant*, sur l'évolution de la C. G. T. vers la collaboration des classes, M. Joseph Bertheloot rappelle un mot de M. de Peyerimhof, le président du Comité des Houillères, un mot qui mérite d'être épinglé ici.

Ce qu'il y a de nouveau, et même de surprenant, ce sont les relations quasi officielles de la C. G. T. avec les représentants les plus qualifiés de la grande industrie.

L'an dernier, dirigeants patronaux et cégétistes s'étant trouvés d'accord au Conseil supérieur du Travail, pour éliminer, de la Commission permanente, la représentation des syndicats chrétiens qui y figuraient depuis longtemps et cette façon de faire ayant soulevé les protestations de ces derniers, M. de Peyerimhof y répondit par ces paroles significatives : « L'inconvénient des luttes électorales et des compétitions entre les diverses tendances syndicales, c'est qu'elles diminuent les vieilles et fortes organisations. Nous, patrons, nous désirons traiter avec la C.G.T. »

Notes Economiques

LE DEVELOPPEMENT DE L'IMPERIALISME LE TRUST GERMANO-AMERICAIN STANDARD-FARBEINDUSTRIE

On se rappelle qu'à la suite des difficultés rencontrées par les grands konzerns métallurgiques allemands par suite de l'arrêt de la chute du mark, les quatre plus importants de ces konzerns fusionnèrent, le 14 janvier 1926, en une seule entreprise, les *Aciéries Réunies*, qui devint par là de beaucoup la plus importante entreprise métallurgique d'Europe. D'autre part, cette fusion s'opérait par l'entremise et grâce aux capitaux d'une banque américaine, la banque Dillon Read (voir la *R. P.* de février 1926).

Peu après, et toujours grâce à la banque Dillon Read, la plus puissante entreprise de produits chimiques d'Allemagne et du monde, l'*I. G. Farbenindustrie*, réalisait avec les *Aciéries Réunies* une combinaison financière qui faisait, en réalité, de ces deux entreprises une seule et même affaire (*R. P.*, 15 août 1927).

Depuis lors, le trust chimico-métallurgique continua pas à pas ses progrès : le plus notable, que nous avons signalé en son temps, fut la conclusion d'un accord avec *Kuhlmann*, le plus important des fabricants de produits chimiques français, accord qui, comme les précédents, fut réalisé par l'entremise et grâce aux capitaux de la banque Dillon Read. Cet accord vient encore, tout récemment, d'être renforcé par la création d'une agence commune de ventes à l'exportation, et par l'adhésion à cet accord des usines suisses de produits chimiques.

Mais cela n'est rien à côté de ce que la *Farbenindustrie* a conclu, avec l'Amérique, en avril dernier.

Qu'était-ce exactement que cette banque américaine Dillon Read? — Etait-ce une banque simplement désireuse de faire avantageusement fructifier en Europe des capitaux dont elle n'avait que faire en Amérique? Ou bien était-ce le fourrier d'industriels américains, le fourrier chargé de préparer la constitution d'un trust industriel englobant certaines des plus puissantes industries du Nouveau et de l'Ancien Monde?

Nous sommes maintenant fixés. La deuxième hypothèse était la bonne. Les accords que vient de passer la *Farbenindustrie* ne laissent pas de doute à cet égard : Dillon Read était le fourrier de la *Standard Oil*, le trust pétrolier américain. Ce que ces accords réalisent, en effet, ce n'est rien moins que la formation d'un trust *Standard Oil-Farbenindustrie-Aciéries Réunies*, qui est le trust le plus formidable qu'on ait jamais vu, une concentration qui dépasse tout ce que, il y a quelques années encore, on aurait à peine osé imaginer. Trust qui englobe la moitié au moins de la production mondiale du pétrole, la moitié au moins de la production chimique mondiale, et pas bien loin de la moitié de la production métallurgique du plus grand centre métallurgique de l'Ancien Monde; — trust qui doit occuper un nombre d'ouvriers de l'ordre de grandeur d'un million au moins!

Un premier accord avait été conclu, il y a déjà pas mal de temps, entre la *Standard* et la *Farbenindustrie*, mais il n'avait trait qu'à un produit très particulier, le pétrole synthétique, ou pétrole artificiel, que la *Farbenindustrie* prétend avoir trouvé le moyen de produire industriellement. On ne pouvait donc jusqu'ici parler vraiment d'un trust. Il n'en est plus de même avec les nouveaux accords : ceux-ci ont un caractère de généralité qui fait que les deux affaires sont maintenant intimement et complètement liées,

En effet, ces nouveaux accords ne se contentent pas seulement de viser un nouveau produit, le caoutchouc synthétique, pour lequel les deux entreprises s'engagent à collaborer techniquement, mais ils stipulent, en outre : 1° que les deux groupes vont installer ensemble des usines pour la fabrication des engrais nitrés synthétiques, 2° que la *Standard* apportera son appui financier direct à la *Farbenindustrie*, et 3° que la *Farben* constitue en Amérique, avec le concours de la *Standard*, une filiale qui dispose de plus de 60 millions de dollars (un milliard et demi de francs) et qui va établir en Amérique une colossale industrie de produits chimiques, aussi importante, sans doute, si ce n'est plus, que celle de la *Farben* en Allemagne.

Mais, pour comprendre toute la signification de ces accords, il faut regarder de l'autre côté de la barricade, — je veux dire chez le rival.

On sait que le grand capitalisme américain se compose de deux grands groupes : d'une part, le groupe de la *Standard Oil* avec Rockefeller, d'autre part le groupe *Morgan*.

Aux Etats-Unis, Rockefeller dispose du pétrole, et aussi du cuivre, mais Morgan dispose de la construction électrique (avec la *General Electric Co*), de l'automobile (avec la *General Motors*), et surtout de deux grandes branches de l'industrie lourde : la métallurgie du fer avec le *Steel Trust*, ou trust américain de l'acier, et l'industrie chimique avec la *Dupont de Nemours*.

Dès lors, on comprend la manœuvre extrêmement habile et puissante de Rockefeller : son rival dispose de la chimie et du haut-fourneau américains, lui, s'arrange pour disposer de la chimie et du haut-fourneau européens. *Au Steel Trust* de Morgan, de beaucoup la plus puissante entreprise métallurgique d'Amérique, Rockefeller est à même maintenant d'opposer les *Aciéries Réunies*, de beaucoup la plus puissante entreprise métallurgique d'Europe; à la *Dupont de Nemours*, la plus puissante entreprise chimique d'Amérique, il est à même d'opposer l'*I. G. Farbenindustrie*, la plus puissante entreprise de produits chimiques d'Europe et du monde, plus puissante que la *Dupont de Nemours*. Et, non content de s'assurer ainsi des alliés en Europe, Rockefeller en amène le plus puissant en Amérique même, pour y concurrencer, sur place, la moins forte des industries de son rival.

A cette formidable concentration européo-américaine qui vient d'être ainsi réalisée par Rockefeller, Morgan opposera-t-il une autre concentration européo-américaine? Tentera-t-il, par exemple, une alliance avec le rival européen direct de la Standard, le trust anglais du pétrole, la *Royal Dutch*, qui déjà, lors de sa grande lutte avec la Standard à propos du pétrole russe, avait porté l'offensive chez l'allié européen de la Standard en annonçant qu'elle allait se mettre à fabriquer des engrais azotés artificiels, c'est-à-dire l'un des plus importants produits que la *Farbenindustrie* était presque seule à fabriquer? Jusqu'à présent, on ne voit encore rien de précis se dessiner dans ce sens, mais... attendons.

En tous cas, ce qu'il faut surtout retenir de cela, c'est que, dans cette époque de capitalisme impérialiste où nous entrons, de capitalisme à monopoles et à monopoles *internationaux*, les antagonismes internes du capitalisme revêtiront sans doute une forme sensiblement différente de celles auxquelles nous avons été habitués à l'époque où le capitalisme était basé sur les économies nationales. La guerre de 1914 a été le produit type de ce capitalisme national : un pays, l'Angleterre, occupait depuis longtemps une position dominante dans l'économie mondiale; un autre pays, l'Allemagne eut sa puissance industrielle qui grandit tout d'un coup considérablement, et se mit à menacer la suprématie de l'économie britannique; l'aînée voulut défendre sa position contre la jeune rivale : ce fut la guerre. Avec les monopoles internationaux, la situation ne se présente plus de même. La croissance économique d'un pays peut se produire à l'intérieur d'organismes économiques internationaux, qui ont intérêt à capter à leur profit toutes les possibilités de forces productives qui viennent à se révéler dans un pays quelconque, et non à s'opposer à leur développement. Ce n'est plus la formation territoriale qui crée la solidarité ou la rivalité entre les groupes capitalistes, du moment que ceux-ci deviennent indépendants des formations territoriales. Non point que les causes des antagonismes nationaux disparaissent entièrement, car ce n'est qu'une petite partie seulement de l'industrie capitaliste qui peut devenir internationale, mais cette partie en est la partie dominante, c'est la grande industrie, c'est l'industrie lourde.

Il serait donc, je crois, tout à fait erroné de transposer, purement et simplement, dans l'avenir, comme nous avons trop tendance à le faire, les formes qu'ont revêtu, dans le passé, les conflits entre pays capitalistes. Il est prudent de ne pas trop compter sur les guerres, de ne pas trop compter qu'une nouvelle guerre viendra, en créant à nouveau une situation révolutionnaire, achever ce que la guerre de 1914 a commencé; pour achever la destruction du capitalisme, il est plus prudent de ne compter que sur les coups directs qui pourront être portés au capitalisme par le prolétariat, ou sur ceux qui lui seront portés par des pays dotés de civilisations différentes.

ZOLA TRAHI A L'ECRAN

M. Marcel L'Herbier, l'auteur du film *l'Argent*, « inspiré par l'œuvre d'Emile Zola », est, je crois bien, le seul faiseur de film français qui cherche à faire du « film social ». Malheureusement, il lui manque pour cela l'essentiel : il ignore les classes. Si on ignore les classes, on n'aboutit qu'au fait divers. C'est ce qui est arrivé à M. L'Herbier. Malgré toute la valeur de ses interprètes, et son grand sens scénique, il a réduit le puissant drame social de Zola à l'état d'un simple fait divers.

Il ne s'agit pas, en effet, dans *l'Argent*, de Zola, d'un vulgaire conflit de personnes entre deux banquiers, il s'agit encore bien moins d'un conflit entre le mauvais banquier et le « bon » banquier (Il faut peut-être, il est vrai, pardonner à M. L'Herbier d'avoir présenté Gunderman comme un « bon » banquier, car sinon, il ne serait sans doute pas parvenu à se faire éditer) il s'agit chez Zola de tout autre chose, il s'agit du krach de l'*Union Générale*, de *l'Union Générale* succombant sous les coups de Rothschild, c'est-à-dire la banque catholique et nobiliaire succombant sous les coups de la banque juive.

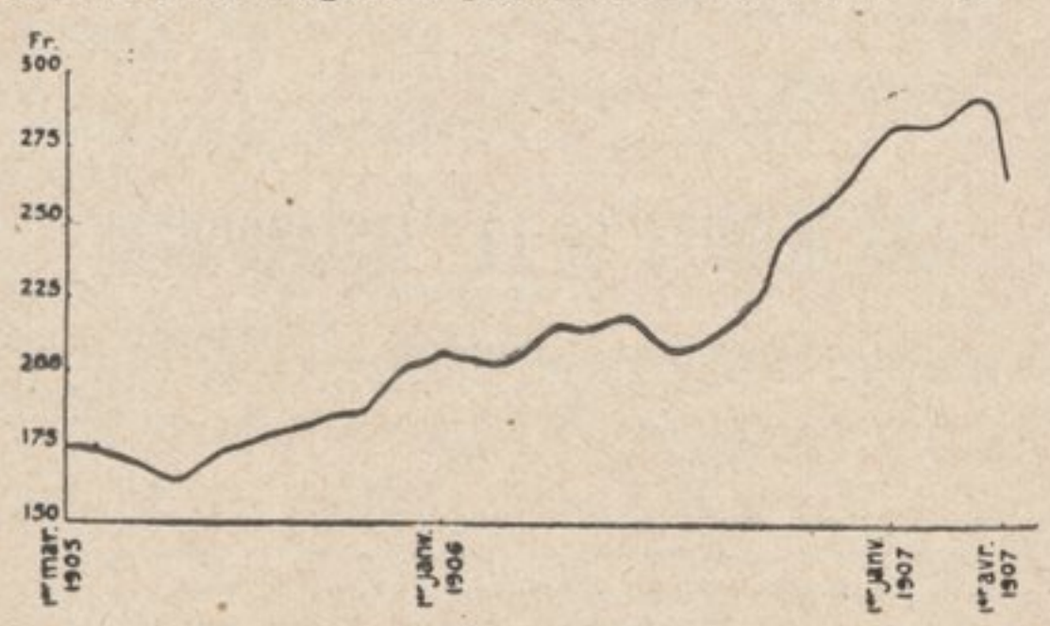
Le drame de *l'Argent*, de Zola, ce qui en est tout le ressort, comme ç'avait été le ressort du drame réel qui s'était passé quelques années auparavant, c'est le spectacle de cette vieille classe de hobereaux, de propriétaires fonciers, plus ou moins nobliaux, qui, se trouvant de plus en plus ruinée par la baisse des fermages, tente, avant de mourir, d'user des armes qui font la puissance et la richesse de la classe qui l'a remplacée à la tête de la société : la classe des capitalistes mobiliers, des financiers, de ceux qui manient l'argent, au lieu de vivre du revenu de leurs terres. Naturellement, les hobereaux ne sont pas de force; contre ces capitalistes-types que sont les juifs, les juifs mûris pour le capitalisme par plus de dix siècles passés dans les ghettos à conserver et à perfectionner, au milieu d'une société foncière, le secret de l'art de faire fructifier la monnaie, ils se brisent comme verre.

Cet incident, ce dernier incident de la vie de la noblesse française, ce dernier effort qu'elle fit pour rester indépendante (depuis l'aventure de *l'Union Générale*, elle s'est, très sagement, contentée de fournir la finance juive de larbins chamarrés, chargés de rehausser le lustre des Conseils d'Administration), c'est cela qu'est *l'Argent*, de Zola, et c'est cela qui est totalement absent du film de M. L'Herbier.

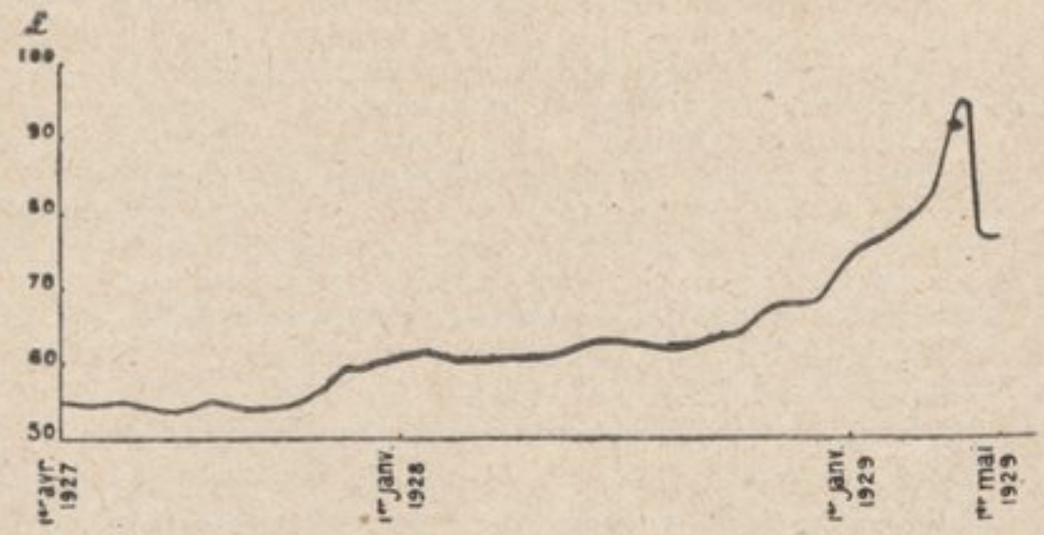
Si Balzac et Zola sont les deux grands romanciers français, c'est parce qu'ils ont su voir la seule réalité profonde : la vie des classes et leurs antagonismes.

EXEMPLE DE STABILISATION DES PRIX PAR LA « RATIONALISATION »

Parmi les nombreuses choses prônées sous le nom magique de « rationalisation », les ententes entre producteurs pour la limitation de la production et la fixation des prix, figurent en première place. Que les producteurs cessent de se faire concurrence et s'entendent pour ne vendre qu'à un certain prix, le plus élevé possible naturellement, les bourreurs de crânes professionnels ont décrété un beau jour que ce n'était plus de l'accaparement, mais de la « rationalisation »! Il ne s'agissait pas de s'entendre pour ran-



1° *Le cuivre anarchique*



2° *Le cuivre « rationalisé »*

conner le consommateur, mais simplement de s'entendre pour « stabiliser » les prix, par un « ajustement concerté de l'offre à la demande ».

Pour voir comment cela s'est réalisé, prenons, par exemple, le cas du cuivre, qui est un cas typique de « rationalisation ». Le cuivre est un des produits dont les variations de prix, sous le régime de la libre concurrence, étaient des plus considérables. Or, fin 1926, une entente intervenait entre la presque totalité des grands producteurs de cuivre (Etat-Unis, Chili, Congo belge) pour « rationaliser » le marché du cuivre. Une association, la *Copper Exporters Co*, était constituée; elle était chargée de vendre seule tout le cuivre produit par tous les participants, à un prix qu'elle fixerait souverainement.

Le premier diagramme donne les variations du prix du cuivre pendant la période qui précéda la grande crise de 1907, c'est-à-dire durant la période où le prix du cuivre subit les plus grandes variations qu'il ait connues sous le régime de la concurrence « anarchique »; le second diagramme donne les prix du cuivre depuis le printemps 1927, moment auquel la *Copper Exporters Co* commença à être en plein fonctionnement (1).

Comparez les deux diagrammes, et vous constaterez que les variations de prix du cuivre ont été très sensiblement du même ordre aux deux époques; durant celle de la rationalisation, elles ont été un peu moins amples, mais plus brusques.

R. LOUZON.

(1) Les prix de 1927-29 indiqués par le diagramme sont les prix du cuivre à Londres (en livres par tonne); ceux de 1905-07 sont les prix du cuivre à Paris (en francs par 100 kilos), parce que je ne disposais pas des prix à Londres pour cette période. Mais cette différence n'a pas d'importance, les variations des prix du cuivre à Paris suivant toujours très exactement celles des prix de Londres.

LA RENAISSANCE DU SYNDICALISME

A propos de la Journée rouge

Notre déclaration au Conseil syndical de la Typographie unitaire parisienne, publiée dans la *R. P.* du 15 mai, a donné l'occasion à Herclet (*V. O.* du 31 écoulé), au nom de ceux dont il est l'employé rétribué, — transformer des militants en « employés » est une des grandes faiblesses de l'I.C. et de l'I.S.R. — d'exprimer le mépris que professent les états-majors bolchevisés pour le matériel humain qu'est à leurs yeux le syndiqué du rang.

Après avoir confirmé nos dires sur le transfert automatique, dans nos syndicats unitaires, des mots d'ordre du parti en déclarant : « C'est le 6e Congrès mondial de l'I.C. qui a pris *en premier lieu* cette décision », Herclet poursuit :

« Nous ne nous attarderons pas à discuter avec les anarcho-réformistes de la Ligue Syndicaliste, à savoir si l'I.C. et l'I.S.R. avaient le droit de prendre cette résolution sans avoir consulté auparavant J. Aufrère et V. Godonnèche, du syndicat de la Typographie parisienne ! »

Ainsi les ouvriers — et ils sont des milliers dans la C.G.T.U. — cotisants et militants du rang, qui sont venus aux syndicats unitaires parce que dégoûtés du réformisme, mais qui n'entendent pas pour cela servir de cobayes aux expériences aventureuses d'un parti, sont quantité négligeable; ce sont des anarcho-réformistes que l'on n'a pas à consulter. C'est une belle démonstration — une de plus — de démocratie syndicale que nous donne là le représentant de l'I.S.R. en France.

Quoi d'étonnant, après cela, qu'au mépris du « sommet », la « masse » des adhérents réponde le plus souvent par un mépris au moins égal pour les mots d'ordre ainsi énoncés ?

Vouloir que les syndiqués, les syndicats, quand il s'agit d'une question de *grève générale*, soient consultés *avant* la décision; vouloir que les syndiqués *seuls* décident de l'action de *leur* syndicat, et que

les syndicats seuls décident de l'action de leur C.G.T.U., c'est, paraît-il, une question de forme ».

Il est vrai que le représentant de l'I.S.R. ajoute que, chez nous, elle masque la question de fond, qui est notre position sur les dangers de guerre, identique, selon lui, à celle de la C.G.T. et du Parti socialiste. Que ceux qui nous ont seriné pendant des mois : « Le fascisme est là », s'étonnent de rencontrer le scepticisme des ouvriers quand ils disent maintenant : « La guerre est là », voilà qui dénote un « infantilisme » incurable. Contre la guerre, oui, mais pas seulement *en temps de paix*, messieurs les dirigeants orthodoxes. Nous attendons encore une réfutation sérieuse de l'étude : « La guerre n'est pas là », dans laquelle Louzon a montré que le danger de guerre n'était pas imminent. Nous ne voulons pas imiter ces bergers Guillot, que la classe ouvrière ne croira pas lorsqu'ils diront vrai parce qu'ils l'auront alertée tant de fois à faux.

C'est pourquoi nous nous élevons contre les démagogues qui exploitent, en temps de paix, la haine instinctive des masses pour la guerre, et qui se font les fourriers de celle-ci en émoussant par avance la combativité ouvrière dans une agitation néo-hervéiste génératrice de lassitude, en passant parfois par le « putsch ».

Il est vrai que les relations entre l'I.C. et l'I.S.R. ont été définies par une résolution de congrès. Mais dans cette résolution, il s'agissait d'accords *circonstanciels* en vue d'actions déterminées. Or, au cours de ces dernières années, la vie de l'I.S.R. et de ses filiales démontre qu'en fait le Bureau Exécutif de l'I.S.R ne fait qu'exécuter *sans discussion* les décisions de l'Internationale communiste, qu'il transporte dans le domaine syndical les mots d'ordre, plateformes et même classifications plus ou moins arbitraires surgissant dans les crises multiples qui caractérisent la vie des P.C. — voir les événements actuels de Tchécoslovaquie, — tout cela sans consulter les centrales syndicales, fédérations et syndicats. C'est ainsi, par exemple, qu'on a renoncé totalement à l'unité syndicale, raison d'être première de *notre* C.G.T.U.; c'est ainsi qu'au lieu et place de la lutte pour l'unité, on a transféré dans la propagande syndicale la lutte contre la social-démocratie, qui est un mot d'ordre de *parti*, qui ne *peut être* un mot d'ordre *syndical*.

Le mépris des syndicats, des syndiqués — matériel humain — par les états-majors de l'I.C. et de l'I.S.R., il est démontré à chaque pas de leur activité. Quand a-t-on consulté les syndicats, par exemple, sur la fameuse résolution adoptée par la « Conférence européenne de la tactique et stratégie des grèves » convoquée par l'Exécutif de l'I.S.R., tenue en janvier dernier à Strasbourg, résolution dont les termes ont permis déjà aux leaders réformistes d'étayer sur quelque chose leurs accusations contre l'I.S.R. et l'I.C., et qui, quand ils seront plus connus, soulèveront les protestations et le dégoût de ceux que n'aveuglent pas complètement l'esprit de parti et qui croient encore utile l'unité syndicale? Quand consultera-t-on les syndiqués sur cette résolution de Strasbourg qui est la négation absolue de toute la ligne de conduite que s'était tracée l'I.S.R. à sa constitution relativement au problème de l'unité?

Il faudra que nous revenions sur la Conférence de Strasbourg, à laquelle *notre* C.G.T.U. était représentée et où *nous* avons adopté la fameuse résolution qui enterre définitivement l'unité syndicale, résolution qui aboutirait, si elle était mise en application, à la liquidation complète des syndicats, révolutionnaires comme réformistes, non pas au bénéfice de l'unité, mais au seul bénéfice du patronat.

Nous nous bornerons, pour aujourd'hui, à attirer l'attention des camarades sur l'importance de cette résolution en en citant le paragraphe III qui dit : « Quand la minorité révolutionnaire se retire d'un Comité de grève tombé sous l'influence des réformistes, elle en appelle aux masses et *organise l'élection d'un nouveau Comité* pour continuer la lutte. Dans les cas extrêmes, l'aile révolutionnaire *peut et doit* sortir du Comité de grève si la majorité se laisse influencer par les réformistes et veut briser la grève alors que la volonté de continuer la lutte demeure prédominante dans les masses », etc. (*Revue de l'I. S. R.*, n° 97.)

Ainsi, *en pleine grève*, s'il semble aux communistes, en minorité dans un Comité de grève, que la majorité de ce Comité fait fausse route — en d'autres termes n'applique pas la tactique du Parti — ils doivent sortir et constituer un second comité de grève. Suivre ce conseil, ce serait jouer, par d'autres moyens, le même rôle de *briseur de grève* que l'on reproche, avec raison parfois, aux dirigeants réformistes.

Au « putsch » et à une plus grande impuissance syndicale, à la banqueroute honteuse de l'I. S. R. et de la C. G. T. U., voilà où nous mène le mépris des « sommets » pour les syndiqués du rang. Il est grand temps que ceux-ci prennent la parole pour dire ce qu'ils pensent des procédés de la bureaucratie bolchevik qui n'a plus rien à envier à celle d'Amsterdam que nous avons tous combattue.

J. AUFRÈRE, V. GODONNÈCHE.

LES INJURES DE LA "VIE OUVRIÈRE"

Nous sommes des « amateurs » que l'on a depuis longtemps cessé de prendre au sérieux. Voilà ce qu'écrit à notre adresse Monmousseau, secrétaire confédéral, dans la *Vie Ouvrière* du 7 juin.

Un article de fond et trois articles de deuxième page de ce même numéro de la *Vie Ouvrière* sont consacrés à « répondre » à divers articles de la *R. P.* Que serait-ce si nous étions pris au sérieux?

La « radicalisation des masses », cette invention des dirigeants de la C. G. T. U. torpillée par les faits, était en train d'aller rejoindre sans bruit les inventions similaires (le fascisme est là! la guerre est là!) qui l'avaient précédée, et Monmousseau se trouvait à l'aise. Qui donc lui demanderait des comptes?

Nous avons dénoncé cette invention. Nous avons montré le rôle de « démoralisateurs du prolétariat » que jouent les dirigeants de la C. G. T. U. Il faut croire que nous avons touché juste, car Monmousseau ne nous répond que par des injures méprisables.

Cherchez donc un argument dans son article!

Ce Louis XIV de la C. G. T. U. se figure maintenant qu'il lui suffit de parler et d'écrire pour avoir raison : pas besoin de convaincre, il suffit de s'imposer.

Herclet s'en prend à la déclaration de Hais que nous avons reproduite. Il nous dit « qu'il a pu contrôler lui-même à Prague par quels moyens Hais, père, fils et Cie, ont conquis, non pas l'indépendance des syndicats, mais ont voulu conquérir leur « indépendance personnelle », vis-à-vis de la majorité, disons de la presque-unanimité des syndicats et des syndiqués du S.G.I. ». Nous nous permettrons de faire remarquer qu'un témoignage d'Herclet ne peut avoir aucune valeur aux yeux de quiconque connaît le bonhomme. Depuis certaines lettres de Russie, nous avons le droit, devant une affirmation d'Herclet, de rire de bon cœur — sans plus. Jamais Herclet ne réussira à se faire prendre au sérieux, pas plus qu'à se faire croire.

Les injures de la *Vie Ouvrière* ont pour but de masquer les véritables questions. C'est devant les syndicats que celles-ci devraient se poser. C'est devant les syndicats que les dirigeants de la C. G. T. U. devraient y répondre. Mais ils s'y connaissent à présent autant que les dirigeants réformistes pour escamoter la vraie préparation d'un Congrès.

FAITS & DOCUMENTS

Les Faits de la quinzaine

DIMANCHE 26 MAI. — Défilé communiste au Mur des Fédérés. Bagarres avec la police.

Belgique. — Recul socialiste aux élections législatives.

Chine. — Funérailles nationales de Sun-Yat-Sen.

LUNDI 27. — La Fédération unitaire des marins et pêcheurs est constituée.

ALLEMAGNE. — Congrès de la social-démocratie à Magdebourg.

MERCREDI 30. — Grève des marins de Rouen. — Grève des dockers d'Oran. — Lock-out chez Peugeot, à Audincourt.

Angleterre. — Grand succès travailliste aux élections.

VENDREDI 31. — Grève « sur le tas » des facteurs de la Recette principale de Paris.

— Débat à la Chambre sur le cas du médecin tortionnaire Léon.

SAMEDI 1er juin. — 191 facteurs de la Recette Principale sont suspendus sans traitement pour un mois.

U. R. S. S. — Boukharine est chassé de la *Pravda.*

DIMANCHE 2. — *U. R. S. S.* — Tomsky est « démissionné » de la présidence des syndicats russes.

LUNDI 3. — *Angleterre.* — Le cabinet Baldwin décide de se retirer.

MARDI 4. — Grève de 24 heures des facteurs parisiens, contre les sanctions et pour le traitement de base de 10.800.

MERCREDI 5. — *Angleterre.* — Mac Donald constitue le cabinet travailliste.

JEUDI 6. — Vif débat sur le rapport moral au Congrès des Cheminots Unitaires.

— Débat parlementaire sur la grève des facteurs parisiens.

— La Chambre vote la loi organisant l'augmentation des loyers.

U. R. S. S. — Rykov part « en congé ».

VENDREDI 7. — Violentes manifestations à Limoges après le verdict rendu dans l'affaire Barataud.

SAMEDI 8. — Quarante arrestations à Limoges.

DIMANCHE 9. — A Nancy, Congrès du Parti Socialiste S. F. I. O.

— Arrestation de Maurice Thorez à Achères.

Allemagne. — A Wedding, Congrès du Parti Communiste.

LUNDI 10. — Au Congrès socialiste, discours de Blum sur les dettes.

La dégénérescence bureaucratique

De la lettre de Rakovsky à Valentinov, ancien rédacteur en chef du *Troud*, l'organe central de la C. G. T. russe, lettre publiée par *Contre le Courant* et dont Trotsky a parlé dans l'un de ses articles, nous croyons utile de reproduire les passages suivants :

Quand une classe s'empare du pouvoir, l'une de ses parties devient l'agent de ce pouvoir. C'est ainsi que surgit la bureaucratie. Dans un Etat socialiste où l'accumulation capitaliste est interdite aux membres du Parti dirigeant, cette différenciation commence par être fonctionnelle; elle devient ensuite sociale. Je pense ici à la situation sociale d'un communiste qui dispose d'une automobile, d'un bon appartement, d'un congé régulier, qui touche le salaire maximum autorisé par le Parti, situation qui diffère de celle du communiste travaillant dans les charbonnages et touchant de 50 à 60 roubles par mois. En ce qui concerne les ouvriers et les employés, vous savez qu'ils sont partagés en 18 catégories différentes...

Une autre conséquence consiste en ce qu'une partie des fonctions accomplies auparavant par tout le Parti, ou par toute la classe, passe maintenant dans les attributions du pouvoir, c'est-à-dire à une certaine quantité seulement de gens de ce Parti, de cette classe.

L'unité et la cohésion qui étaient auparavant la conséquence naturelle de la lutte de classe révolutionnaire, ne peuvent maintenant être conservées que grâce à tout un système de mesures, ayant pour but de maintenir l'équilibre entre les divers groupements de la même classe et du même Parti, de les soumettre au but fondamental. Mais c'est là un processus long et difficultueux...

Les contemporains de la Révolution française, ceux qui y participèrent, et plus encore les historiens de l'époque ultérieure, se sont occupés de la question des causes ayant favorisé la dégénérescence du parti jacobin.

A plus d'une reprise, Robespierre mit ses partisans en garde contre les conséquences que pourrait entraîner l'*enivrement du pouvoir;* il les avertissait que, détenant celui-ci, ils ne devaient pas *trop présumer d'eux-mêmes, « s'enorgueillir »*, disait-il, ou, comme nous dirions maintenant, ne pas se laisser contaminer par la « vanité jacobine »....

Nous ne citerons pas ici les indications fournies par les contemporains, concernant les diverses causes de la désagrégation des jacobins, comme, par exemple, la tendance à s'enrichir, la participation aux adjudications, fournitures, etc. Signalons plutôt un fait curieux, et bien connu : l'opinion de Babeuf estimant que la chute des jacobins fut grandement favorisée par les dames nobles dont ils étaient très férus. Il s'adressa aux jacobins en ces termes : « Que faites-vous, plébéiens pusillanimes ? Aujourd'hui elles vous embrassent, demain, elles vous étrangleront ! » (Si les automobiles avaient existé à l'époque de la Révolution française, nous aurions eu le facteur « automobiles-harem », signalé par le camarade Sosnovsky comme ayant exercé un rôle assez important dans la formation de l'idéologie de notre bureaucratie des Soviets et du Parti.)

Mais ce qui joua le rôle le plus important dans l'isolement de Robespierre et du club des Jacobins, ce qui en écarta brutalement les masses (ouvrières et petites-bourgeoises), ce fut, à côté de la liquidation de tous les éléments de gauche, en commençant par « les enragés », les Hébertistes et Chaumettistes (en général toute la Commune de Paris), ce fut la liquidation graduelle du principe électif et la substitution à celui-ci du principe des *nominations.*

L'envoi de commissaires aux armées ou dans les villes où la contre-révolution relevait la tête était une œuvre non seulement légitime, mais indispensable. Mais, quand, peu à peu, Robespierre se mit à remplacer les juges et les commissaires de diverses sections de Paris qui, jusqu'alors, avaient été élus au même titre que les juges; quand il commença à nommer les présidents des comités révolutionnaires et en arriva à substituer des fonctionnaires à toute la direction de la Commune; il ne pouvait que renforcer la bureaucratie et tuer l'initiative populaire.

Ainsi, le régime de Robespierre, au lieu de relever l'esprit d'activité des masses, qui était déjà opprimé par la crise économique, et surtout celle des subsistances, aggravait encore le mal, et favorisait le travail des forces antidémocratiques.

. . . . . .

Tous les ouvriers qui sont entrés dans le Parti après la guerre civile ont adhéré, dans la plus grande partie des cas, après 1923 (la levée de Lénine); ils n'ont aucune idée de ce que fut autrefois le régime du Parti. La majorité d'entre eux est dépourvue de l'éducation révolutionnaire de classe qui s'acquiert dans la lutte, dans la vie, dans la pratique consciente. Autrefois, cette conscience de classe était obtenue en luttant contre le capitalisme; maintenant, elle devrait se former en participant à la construction du socialisme. Mais, notre bureaucratie ayant fait de cette participation une simple phrase creuse, les ouvriers n'acquièrent cette éducation nulle part. J'exclus évidemment — comme étant un moyen anormal d'éducation de classe — le fait que notre bureaucratie, en diminuant les salaires réels, en aggravant les conditions de travail, en favorisant le développement du chômage, provoque les ouvriers à la lutte et réveille la conscience de classe ; mais, alors, celles-ci sont hostiles à l'Etat socialiste.

Dans la conception de Lénine, et dans celle que nous avions tous, la tâche de la Direction du Parti était pré-

cisément de préserver le Parti et la classe ouvrière de l'action corruptrice des privilèges, des faveurs et des tolérances inhérentes au pouvoir, en raison du contact de celui-ci avec les débris de la vieille noblesse et de la petite bourgeoisie ; il fallait prévenir l'influence perverse de la N.E.P., la tentation des mœurs et de l'idéologie bourgeoises.

. . . . . .

A mon avis, la première des conditions pour que notre Direction du Parti puisse exercer un rôle éducateur, c'est de réduire la grandeur et les fonctions de cette Direction. Les trois quarts de l'Appareil doivent être licenciés ; les tâches du quart qui restera recevront des limites sévèrement déterminées ; cela s'appliquera également aux tâches, fonctions et droits des organes centraux.

⁂

La journée de sept heures en Russie

La revue du Commissariat du Travail, *Voprosy Trouda*, a étudié, dans son numéro de février, les résultats de l'application des sept heures. Notons ici quelques renseignements :

Au cours de l'année économique 1927-1928, 20 fabriques de cotonnades, occupant 113.713 ouvriers, et 4 fabriques de draps, occupant 4.910 ouvriers, ont passé au régime de la journée de sept heures.

En dehors de l'industrie textile, ce régime a été appliqué à quatre entreprises : une fabrique de vêtements à Leningrad, occupant 3.650 ouvriers, la fabrique de papier-monnaie et de timbres à Moscou, avec 3.950 ouvriers, et deux petites usines d'accumulateurs à Leningrad, avec 360 ouvriers.

Au total, la journée de sept heures est donc établie dans 28 entreprises occupant 126.583 ouvriers.

⁂

Les élections belges

Van Overstraeten, dans le *Communiste* du 2 juin, l'hebdomadaire de l'Opposition belge, analyse ainsi les résultats des dernières élections législatives de Belgique :

A notre avis, ceux qui pensent que le Parti ouvrier a atteint, en 1925,l'apogée de la croissance parlementaire, ne se trompent pas. Les élections de 1929 marquent une première oscillation autour de ce point culminant.

Un contingent petit-bourgeois appréciable, accroché par le P. O. B. il y a quatre ans, est retourné au parti libéral. Cet élément, que la démagogie réformiste avait subjugué, s'est détourné d'elle, déçu, ne discernant plus aucune raison de préférer un parti ouvrier dont la politique est libérale bourgeoise à un parti bourgeois libéral. Un des grands espoirs de M. Vandervelde, celui de grignoter, sinon d'avaler, à larges coups de mâchoire, la démocratie-chrétienne, n'a jamais eu qu'un bout de réalisation. Il aboutit, aujourd'hui, à un fiasco total.

A mesure qu'un parti ouvrier s'embourgeoise, il se ferme les voies de l'avenir. Les causes de ses succès deviennent aussi les origines de ses défaites.

...Le faux parti communiste avait crié et affiché des espérances qui témoignent tout bonnement de la folie ou de l'incomparable incapacité de ses dirigeants. Il espérait des centaines de mille voix. Il espérait faire entrer une dizaine de ses fonctionnaires au Parlement.

Seuls, ses moyens d'agitation électorale étaient à la hauteur de ses folles espérances. Pour un parti groupant quelques centaines de membres — dont les quatre cinquièmes sont d'une passivité totale — éditant un quotidien d'un tirage dépassant à peine les 4.000, la publicité a été énorme, rivalisant en quantité et en tapage avec le P. O. B. même, et les partis bourgeois. Affiches, tracts, numéros, il y en eut par charrettes et wagons.

Après tant de vain tapage et de poussière éphémère, les résultats sont là, brutaux et indiscutables.

Le P. C. accuse un progrès de 10.000 voix, oubliant de dire que 7.000 voix sont recueillies sur les listes des arrondissements où il ne luttait pas en 1929.

A Bruxelles, son avance est insignifiante. A Liége, la régression est considérable. A Anvers et à Gand, lorsqu'on tient compte des chiffres obtenus à des élections partielles, la diminution des voix obtenues par le faux parti communiste est catastrophique.

La catastrophe est indéniable, surtout quand on tient compte de la confusion, de la tromperie, des mensonges au moyen desquels ces résultats ont été obtenus.

Toute l'ignominie de la campagne du faux parti communiste se résume dans son attitude à l'égard de l'Opposition. Pas d'idées, pas d'arguments, aucune appréciation des faits dans cette campagne. De l'insulte grossière, des accusations boueuses, de la spéculation éhontée sur l'ignorance et le manque d'information tant que l'on voudra. Les pires saloperies se résument dans cette affirmation répétée et publiée que Trotsky « touche de l'argent bourgeois » pour attaquer la Russie des Soviets et la Révolution russe ! ! !

C'est sous le signe de cette extrême pourriture que le faux parti communiste a maintenu, à grand' peine, son unique porte-parole au Parlement et obtenu ses 45.000 voix dans les 21 arrondissements où il a présenté ses listes.

Notre groupe d'Opposition, au cours de sa courte existence, depuis que la scission voulue et organisée par la majorité du P. C. a déterminé son existence, s'est trouvé en face de problèmes d'une difficulté extrême.

Déjà, précédemment, la lutte contre la social-démocratie était pleine d'écueils. Seule, une cohésion extrême de la petite avant-garde révolutionnaire, une grande clarté dans les idées et une action d'une honnêteté sans tache à l'égard des ouvriers pouvaient faire aboutir favorablement cette lutte.

Depuis, le discrédit que les stalinistes jettent sur le communisme, la confusion qu'ils apportent dans toute question qu'ils abordent, a augmenté la lourdeur de notre tâche.

Nos moyens matériels sont faits des sacrifices d'un tout petit groupe de travailleurs. Dans la campagne électorale, nos moyens d'agitation et de propagande étaient inexistants à côté de ceux dont disposaient tous nos adversaires.

Aussi, tout électoralisme ayant été éliminé dans notre campagne, par notre volonté d'abord, et par les circonstances ensuite, pouvons-nous dire que les 7.000 travailleurs qui, à Bruxelles, Liége, Charleroi, Anvers et Gand ont voté pour l'Opposition, montrent que nous avons de grandes possibilités de travail.

Dans les cinq arrondissements où notre groupe a présenté des listes, nous obtenons 7.237 voix, soit 1.047 à Anvers, 1.347 à Gand, 502 à Bruxelles, 2.951 à Charleroi et 1.390 à Liége.

Ce nombre de voix représente un bon quart du nombre obtenu par le Parti communiste. Celui-ci obtient dans les arrondissements correspondants 27.129 voix.

Aux élections législatives de 1925, le Parti communiste avait obtenu, dans les mêmes arrondisements, 28.106 voix; quand on tient compte de l'augmentation du corps électoral, il n'est que trop évident que les petits fonctionnaires qui prétendent que leurs listes ont recueilli 10.000 voix de plus qu'en 1925, restent dans leur habitude du truquage et du mensonge.

Les abonnements nouveaux

Paris, 2. — Seine-et-Oise, 1. — Côte-d'Or, 1. — Gironde, 1. — Jura, 1. — Loir-et-Cher, 1. — Loire-Inférieure, 1. — Haute-Loire, 1. — Marne, 1. — Meurthe-et-Moselle, 1. — Nord, 1. — Rhône, 2. — Seine-Inférieure, 1. — Total : 15 abonnements nouveaux.

Notre souscription

Gruat (Hérault), 5; J. Rosuel (Finistère), 5; P. Dubois (Finistère), 5; G. Leroy (Seine), 10; Gamache (Isère), 5; Juin (Seine), 5; Liste de la Loire, 250; Marie Guillot (Saône-et-Loire), 20; Muron (Loire), 5; Borras (Seine-et-Oise), 10; Basset (Seine), 3; Henri Bordes (Rhône), 20; Anonyme (Allier), 10; Fronty (Seine), 5. — Total de la quinzaine : 358 francs.

Détail de la liste de la Loire : Baldacci, 20; Anonyme, 10; Porte, 10; L. Courbon, 20; Despérier, 10; Gagnaire, 5; Rey, 5; Girard, 10; G. Chabance, 10; Delorme, 20; Bourseire, 10; Mouillaud, 5; Rolland, 5; P. Gourlin, 5; Dodel, 5; L. Rivet, 50; Roméas, 10; Rolle, 5; Savel, 5; Lefèvre, 5; M. Lourdin, 10; Brun, 5; Arthaud, 10. — Total : 250 francs.

Le Gérant : M. CHAMBELLAND.
Impr. « LABOR », 8, Bd de Vaugirard, Paris (15e)

Les Editions de la Librairie du Travail

Un livre que chaque militant doit lire

LISSAGARAY

HISTOIRE DE LA COMMUNE DE 1871

Nouvelle édition, revue et préfacée par Amédée DUNOIS

Un volume in-16 jésus de 612 pages. . . . . **25 francs**

EN SOUSCRIPTION

POUR PARAITRE EN OCTOBRE 1929

Victor Serge

L'AN I DE LA RÉVOLUTION RUSSE

Un volume de près de six cents pages
prix actuel *quinze francs* franco.

Nous réservons ce prix spécial aux premiers souscripteurs qui, connaissant la valeur des écrits déjà publiés de l'auteur, n'hésiteront pas à souscrire, dès à présent, à cet ouvrage qui est de la classe des « Dix jours qui ébranlèrent le Monde » de John Reed.

Comprenez l'importance d'une telle publication, et les charges qu'elle représente. Aidez-nous.

Songez aussi que le prix définitif sera de 25 francs, et que le prix actuel de souscription ne sera maintenu que quelques semaines.

Souscrivez sans tarder par chèque postal N° 43-08.
Seules les souscriptions payées seront inscrites.

Nouvelle adresse : 17, rue de Sambre-et-Meuse, Paris-X°. — Téléphone : Combat 08-02
Chèque postal : N° 43-08, Paris

Téléphone
Combat 08-02
R. C. 235.494 B

SOCIETE ANONYME A CAPITAL VARIABLE

LIBRAIRIE DU TRAVAIL, 17, R. DE SAMBRE-&-MEUSE, PARIS (10e)

Chèque postal
PARIS
N° 43-08

Dernières Nouveautés

LITTERATURE

Alfred FABRE-LUCE. — **Pour une politique sexuelle** (Grasset) ..... 12 fr.
Robert DREYFUS. — **La Vie et les prophéties du Comte de Gobineau** (Grasset). 15 fr.
Maxime GORKI. — **Les Artamonov** (Calmann-Lévy) ..... 12 fr.
G. DAVID. — **La Parade** (Préface de Ch. Vildrac) (Rieder) ..... 12 fr.
A. BAILLON. — **La Vie est quotidienne** (Rieder) ..... 12 fr.
J. LEGRAS. — **La Littérature russe** (Colin) ..... 9 fr.
M. LARROUY. — **L'Odyssée d'un transport torpillé** (Plon) ..... 3 fr. 50
E. PEROCHON. — **Le Crime étrange de Lise Balzan** (Plon) ..... 12 fr.
E. HERRIOT. — **La Vie de Beethoven** (N. R. F.) ..... 13 fr. 50
M. BEDEL. — **Fascisme an VII** (N. R. F.) ..... 9 fr.
M. ARLAND. — **L'Ordre,** trois vol. (N. R. F.) ..... 30 fr.
DIDEROT. — **Jacques le Fataliste,** deux vol. (Pot cassé) ..... 30 fr.

HISTOIRE

Th. CARLYLE. — **Histoire de la Révolution française** (Alcan), trois volumes ensemble. . . .. 50 fr.
H. ELMER BARNES. — **L'Angleterre et la guerre mondiale** (Delpeuch) ..... 18 fr.

SCIENCES SOCIALES

R. DERNIS. — **La Concentration industrielle en Allemagne** (Dunod) ..... 30 fr.

VIENT DE PARAITRE :

FAITS ET DOCUMENTS. — N° 6.

Robert LOUZON

Deux Grands Courants du Capitalisme Moderne

IMPERIALISME ET NATIONALISME

PRIX 1 50

Dans la même collection :

1. Robert LOUZON. — **La déchéance du capitalisme** 0 50
2. VICTOR-SERGE. — **Lénine 1917** ..... 2 »
3. ***. — **Un souvenir par jour. Petit calendrier prolétarien** ..... 1 »
4. VICTOR-SERGE. — **Les coulisses d'une Sûreté Générale** ..... 5 »
5. Léon TROTSKY. — **Les problèmes de la Guerre civile** 1 50

VIENT DE PARAITRE :

DISCUSSION ET POLEMIQUE. — N° 4.

PRIMUS

L'IMPERIALISME ET LA DECADENCE CAPITALISTE

Prix ..... 3 »

Dans la même collection :

1. Léon TROTSKY. — **Cours Nouveau** ..... 4 »
2. Fernand LORIOT. — **Les problèmes de la Révolution prolétarienne** ..... 3 »
3. Léon TROTSKY. — **Vers le capitalisme ou vers le socialisme** 3 50